

Souffles

REVUE CULTURELLE ARABE DU MAGHREB

les dossiers
de souffles (1)
(page 9 à 16)

l'opération
marocanisation
ou
rationalisation du pillage
de la société marocaine
sous le régime
néo-colonial

Maroc : 23 mars 1965 : neuf ans après

STRUCTURES SOCIALES EN MAURITANIE

SOMMAIRE

« Souffles » N° 3 - Nouvelle série
Avril 1974

● EDITORIAL :	Pages
— 23 mars 1965 : neuf ans après	2-4
● ACTION IDEOLOGIQUE :	
— Notes sur l'évolution des classes sociales au Maroc	5-7
— Le révisionnisme au Maroc : le Parti Communiste marocain après l'indépendance	7-8
● LES DOSSIERS DE SOUFFLES :	
— L'opération marocanisation ou rationalisation du pillage de la société marocaine sous le régime néo-colonial	9-16
● REALITES NATIONALES :	
— Lutttes et répression	17
— Deux tracts largement diffusés à l'intérieur du pays	17-18
— Communiqué de « Souffles - Anfasse » à l'occasion du meeting organisé par l'Association des Marocains en France	19
— Le Comité de lutte contre la répression au Maroc : tirer la leçon	19
— Des remous au sein de l'Armée marocaine	19
● DOCUMENTS :	
— Un éditorial de « Palestine-Révolution », l'organe de l'O.L.P.	20
— Structures sociales en Mauritanie	21-22
● LIAISON :	
— Appel du Front Populaire de Libération de Oman et du Golfe Arabe	23
— Au martyr DAHKOUN et à ses camarades	24

« ANFASS » (« SOUFFLES ») POINTS DE VENTE A PARIS

Librairies :
Librairie de la Cité universitaire, boulevard Jourdan (14e) ; Norman Béthune, 76, bd Saint-Michel, Paris (5e) ; La Joie de Lire, rue Saint-Séverin, Paris (5e) ; L'Étincelle, rue Oberkampf, Paris (11e).

Directeur de la publication :

F. DELLA SUDDA

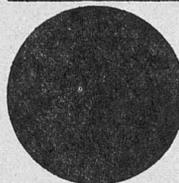
Boîte postale 114

75722 Paris — CEDEX 15

C.C.P. La Source 33-584-80

Imp. : INTER-COMPOS MONTMARTRE

63, rue Ramey - 75018 Paris



23 MARS

populaires : c'était l'Union Nationale des Forces Populaires.

Il s'agissait donc pour le régime impérialo-compradore de briser cet appareil. Mais l'ennemi compradore et impérialiste avait su quant à lui tirer les leçons de la tentative de 1963 pour écraser par la force cet appareil. Il fallait le briser à partir de ses propres faiblesses. Ce fut la manœuvre remarquablement réussie qui se déroula jusqu'au coup final du 29 octobre.

Tout commença par un discours larmoyant de Hassan le 29 mars : reconnaissance de la légitimité de la colère populaire, rejet des fautes sur l'insuffisance de la structure politique, et en particulier le parlement stérilisé pourtant dès l'origine par la volonté impérialo-compradore ; ouverture aux partis politiques ; amnistie générale aux emprisonnés politiques. Dans les semaines qui suivent, Hassan promet à Bouabid un gouvernement homogène UNFP après une période transitoire où l'on se débarrassera du Parlement. Sur la foi de ces promesses, la direction de l'UNFP, où se retrouvent Bouabid et Basri, fraîchement libéré, donne la directive à ses militants de bloquer toute lutte de masse ! Trois mois plus tard, en effet, Hassan annonça à la fois la dissolution du Parlement et, grande mesure « socialiste », la nationalisation du commerce extérieur, tout au moins d'une de ses branches principales, l'exportation des produits agricoles et de la pêche et la création de l'Office de Commercialisation et d'Exportation (O.C.E.). L'UNFP applaudit pendant que les contacts se nouaient à l'extérieur avec Mehdi Ben Barka resté sur la réserve.

Le 29 octobre, la tempête passée, les masses populaires des villes démobilisées, la maîtrise des campagnes, qui n'avaient d'ailleurs guère bougé en mars, assurée, l'appareil politico-répressif de l'Etat bien en main, c'est l'assassinat de Mehdi ben Barka.

Rien ne se passe, si ce n'est une grève de 24 heures décidée pour la forme par l'UMT. La décadence de l'UNFP a déjà commencé. Mais en même temps s'ouvre une période où plus rien n'est perceptible, où le découragement, l'abandon des espérances, deviennent la réalité pour la plupart.

C'est dans ce contexte que quelques-uns réfléchissent. Cependant, dans les années suivantes, les conditions d'un regain des espérances et de la lutte allaient ressurgir, plus fortes, plus rigoureuses.

LES LEÇONS DU 23 MARS

AVANT de passer à l'analyse des caractéristiques principales de ces années, soulignons ici quelques leçons qui nous paraissent essentielles, du 23 mars 1965.

Il nous faut tout d'abord préciser que la gauche marxiste-léniniste a encore, comme telle, à élaborer ces leçons, à partir même des faits vécus et de la réalité socio-politique de 1965, à partir aussi de la compréhension du processus révolutionnaire au Maroc que la pratique révolutionnaire de ces années 70 permet de dégager. Il va de soi, donc, que les points soulignés ici sont soumis à la discussion et à l'approfondissement.

1965 : NEUF ANS APRES

Nous pouvons les résumer ainsi, en soulignant que, à notre avis, les points forment un tout, et qu'aucun ne saurait être séparé des autres :

- 1) **nécessité d'une direction révolutionnaire, nécessité du parti du prolétariat pour diriger et organiser les luttes des masses ;**
- 2) **nécessité de lier la lutte de la jeunesse et du semi-prolétariat des villes à la lutte de la classe ouvrière et à la constitution de celle-ci en prolétariat révolutionnaire dirigé par son parti ;**
- 3) **nécessité de lier la lutte des villes à la lutte des campagnes, nécessité de constituer l'alliance révolutionnaire des ouvriers et des paysans sous la direction du prolétariat et de son parti comme fondement de la Révolution Nationale Démocratique et du regroupement de toutes les forces nationales contre l'ennemi commun impérialo-compradore ;**
- 4) **nécessité de lier la violence révolutionnaire dans les villes à la stratégie révolutionnaire d'ensemble dont l'axe principal est le développement de la violence révolutionnaire à la campagne jusqu'au stade de la guerre de libération populaire de longue durée.**

DEUX CHEMINEMENTS PARALLÈLES

REVENONS à ces neuf années et examinons les principales caractéristiques de ces deux cheminements parallèles en même temps qu'antagonistes :

- celui du développement de l'emprise impérialo-compradore jusqu'à atteindre le niveau actuel de crise structurelle ;
- celui de l'émergence à nouveau des luttes des masses populaires, mais dans un processus où se consolident peu à peu les noyaux de conscience révolutionnaire et les conditions du parti révolutionnaire.

- 1) **Le renforcement de l'emprise impérialo-compradore et le développement de sa crise structurelle.**

Les années 1966-71 sont l'âge d'or de la classe impérialo-compradore. Nous disons bien impérialo-compradore, en ce sens qu'il ne s'agit pas seulement d'une alliance politico-économique, d'un soutien par une structure impérialiste extérieure, mais une intégration physique, culturelle, vivante. On peut le trouver illustré dans les journaux « Maroc-Soir » et le « Matin », dans les conseils d'administration des banques et des sociétés industrielles principales, dans les lycées de la Mission Culturelle Française, dans les bars de l'Hôtel El Mansour et de Rabat-Hilton, et jusque dans les restaurants de luxe des Champs-Élysées. Dans les villas-palais d'Anfa et du Souissi. Dans les bureaux des tortionnaires de la Direction générale du Territoire, aussi.

Curieusement pour l'observateur extérieur, c'est au moment où les relations franco-marocaines entrent dans une longue phase officielle de crise à la suite de l'enlèvement de Mehdi Ben Barka que cette symbiose, et plus précisément la symbiose

impérialiste française - classe compradore, s'affirme et s'approfondit.

Les faits montrent que c'est en 1966 que les principaux développements de cette symbiose se manifestent au plan économique : rachat massif par la famille royale et ses principaux associés des grandes propriétés coloniales de Souss ; accord pour la constitution de la Compagnie Sucrière Marocaine en société franco-marocaine à 50-50, préluant aux accords ultérieurs dans d'autres secteurs essentiels de l'industrie marocaine, renforcement de la « marocanisation » des banques ; création de la Société Nationale d'Investissement dont le rôle important apparaît aujourd'hui ; soutien des grandes firmes françaises de commercialisation d'agrumes à l'opération O.C.E., amorce de la nouvelle phase d'expansion de l'industrie textile passant de l'initiative de la grosse bourgeoisie marocaine à l'investissement des groupes financiers français liés à la classe dirigeante. Dans toutes ces opérations, la fraction la plus dynamique du grand capital français, celle qui s'est affirmée à la tête des grandes banques françaises privées et d'Etat, celle qui s'affirme aujourd'hui dans la nouvelle direction du Conseil National du Patronat Français (C.N.P.F.), a l'initiative, provoque elle-même ces opérations. Ses intermédiaires y jouent bien sûr un rôle-clé, comme celui qui s'affirme alors chez un MOHAMED KARIM LAMRANI, que l'on retrouve bientôt à la tête de l'Office Chérifien des Phosphates.

En fait, la stratégie arrêtée dès 1955 entre les uns et les autres triomphait. Les vannes étaient ouvertes au pillage du pays sur une échelle nettement plus élevée que le précédent âge d'or colonial des années 1948-1954.

Nous ne nous étendrons pas ici sur les caractéristiques de cet âge d'or néo-colonial qui demande une étude d'ensemble.

L'étude publiée dans ce même numéro de « Souffles » sur « l'opération marocanisation » en situe quelques aspects. Nous voulons souligner ici par quelques faits le caractère d'accentuation de la structure néo-coloniale et de la désarticulation socio-économique du pays.

Au plan agricole : accélération de la prolétarianisation dans les campagnes, allant jusqu'à la désertification de zones qui deviennent purement et simplement des foyers de main-d'œuvre industrielle pour le capitalisme européen ; transformation et recul de la structure féodale ; liquidation des dernières formes d'exploitation collective des tribus ; croissance accélérée dans les zones de développement agro-industrielles de l'exploitation des néo-colons, base principale de la classe dirigeante compradore, étroitement intégrée au marché capitaliste mondial et plus précisément aux circuits commerciaux, industriels et financiers dominés par l'impérialisme français.

Au plan industriel : accentuation de la structure coloniale de l'industrie caractérisée par les faits suivants : recul marqué des quelques secteurs d'industrie mécanique et de transformation des métaux qui avaient pu se développer au Maroc dans le contexte particulier de la stratégie de repli de l'impérialisme français de 1948-

1952 ; développement rapide de secteurs de l'industrie marocaine dépendant directement de l'industrie européenne et notamment française, soit par une intégration technique étroite, telles les industries de montage, soit par une intégration commerciale qui s'affirme telles les grandes usines textiles tournées vers l'exportation.

Au total, les chiffres des tableaux d'échanges interindustriels de 1958 et 1969, les seuls disponibles à ce jour, montrent qu'il y a stagnation globale de l'industrie marocaine pour ce qui concerne la valeur ajoutée exprimée en monnaie constante, mais démontrent l'accentuation importante de cette structure coloniale (1). Ceci se manifeste encore plus nettement par le fait que, à ce jour, le chiffre total de la main-d'œuvre industrielle au Maroc n'a guère varié depuis 1956 (autour de 120.000 ouvriers) mais avec un net recul de secteur à proportion relativement importante d'ouvriers qualifiés telle que l'industrie mécanique et métallurgique, et une véritable montée de secteurs à faible qualification, principalement le textile.

Au plan des services et de l'appareil d'Etat : gonflement démesuré de l'activité parasitaire, particulièrement caractérisé par le budget de l'Etat qui atteint cette année 1974 40 % du revenu national global, partis en gaspillage pour l'essentiel. Nous aurons à y revenir à propos du développement de la crise structurelle de l'emprise impérialo-compradore.

En effet, une telle stratégie commencée d'une part par les intérêts immédiats d'un impérialisme en proie à la lutte pour sa propre survie autonome face à l'accélération de la crise générale de l'impérialisme, et d'autre part par l'appât sans limites d'une classe dirigeante compradore déracinée des réalités du pays et érigée en équipe de pillards sans vergogne, une stratégie contient sa propre condamnation, et d'abord parce qu'elle provoque ainsi une nouvelle montée de la lutte des classes dans le pays.

Cette montée nouvelle, les contradictions qu'elle accentue dans le cadre même de l'accélération des contradictions de l'impérialisme à l'échelle mondiale, provoquent elles-mêmes une accélération du processus de désarticulation néo-coloniale. **C'est pourquoi on peut parler de crise structurelle.** Un système impérialo-compradore au Maroc est désormais incapable de surmonter les contradictions dans lesquelles l'enferme sa propre politique. On ne peut exclure certes l'intervention de facteurs encore en réserve au niveau de l'impérialisme mondial qui pourrait lui donner un sursis.

Mais la crise structurelle est trop profonde pour que de tels facteurs puissent maîtriser sur une longue période la montée de la lutte des classes au Maroc, à la condition que les forces révolutionnaires sachent s'organiser et dégager la ligne politique juste, la stratégie et la tactique justes.

Prenons un exemple précis et actuel, outre celui étudié par ailleurs largement sur l'« opération marocanisation » : le triplement des prix de vente du phosphate permet de prévoir des recettes supplémentaires pour le budget de l'Etat de 1.500

millions de dirhams en 1974 à ce titre (tout comme augmentation des ressources de l'impôt sur les bénéficiaires professionnels que les versements des bénéficiaires de l'O.C.P. à l'Etat). Mais par ailleurs, l'augmentation des dépenses du budget de fonctionnement de l'Etat est de même ordre (exactement 1.475 millions de DH). Au total, alors que les prévisions de recettes de l'Etat pour 1974 sont en hausse de 37,9 %, les prévisions de dépenses augmentent de 42 %. On sait en outre que les prévisions de dépense de fonctionnement sont par nature même réalisées, alors que les prévisions des dépenses d'équipement ne sont que peu réalisées, ou même pas du tout comme en 1973. Et de quel équipement s'agit-il pour l'essentiel ? Des barrages pour les cultures de fraises d'exportation des néo-colons et des casernes de C.M.I. ! Ainsi, ce qui aurait pu être une chance à saisir pour l'économie du pays devient une accélération brutale de gaspillage, de parasitisme, de la désarticulation sociale. Certes davantage de voitures seront vendues, davantage de hauts fonctionnaires pourront s'installer dans les appartements de luxe de Casablanca et de Rabat, davantage de whisky et autres produits seront consommés pour le plus grand profit de sociétés commerciales et des spéculateurs de la classe compradore.

Dans ce contexte où prime l'appétit immédiat de l'argent, comme ceci apparaissait nettement dans les discours de Hassan du 8 décembre, l'impuissance de l'appareil d'Etat à maîtriser la réalité économique devient à la fois dramatique et caricaturale. Dramatique lorsqu'elle se manifeste par des hausses de prix qui en quelques mois ont augmenté de plus de 50 % pour l'ensemble des produits de première nécessité. Caricaturale lorsque Hassan en est amené à se rabattre pour nourrir de nouvelles espérances (chez qui ?) sur les promesses de pierres et de roches de pétrole alors que son propre pouvoir est incapable de faire procéder à la mise en exploitation de pétrole réellement découvert à Tarfaya et laissé en veilleuse par l'impérialisme américain.

On comprend que, à ce rythme, même le partenaire impérialiste commence à s'effrayer des conséquences, comme en témoigne cet article récent du journal « Le Monde » où il est révélé que le C.N.P.F. juge désormais le Maroc politiquement peu sûr pour les investissements (dans « OPA sur la Tunisie », « Le Monde » des 10-11 mars 1974).

Car les conséquences se dessinent.

2) La naissance du mouvement des masses populaires et l'émergence d'une avant-garde révolutionnaire.

DANS les années qui suivent 1965, l'ordre règne au Maroc, celui des assassins et des trafiquants.

Cependant, à partir de 1968, la lutte des masses reprend corps. La plus importante est celle des 7.000 mineurs de phosphate à Khouribga qui dura 75 jours, du 20 septembre au 5 décembre 1971. Première grande lutte ouvrière après dix ans d'étouffement par la bureaucratie syndicale, les mineurs de Khouribga, isolés, ignorés, marquaient cependant le coup d'arrêt au processus de désagrégation de ce bastion ouvrier que le pouvoir impérialo-compradore s'efforçait de mener à son terme.

Mais les 5.000 mineurs de charbon de Jerada avaient déjà mené une grève victorieuse de un mois en décembre 1968-janvier 1969 ; les 2.500 mineurs d'Ahouli-Mibladen s'engageaient dans une longue série de luttes en avril-mai 1969. Le joug bureaucratique qui pesait sur la classe ouvrière marocaine subissait ainsi le premier ébranlement sérieux. Dans les années suivantes, la lutte ouvrière allait s'étendre dans les villes, s'affirmer de nouveau, et avec plus de force, à Khouribga. Trois ans plus tard, en 1971, il devenait difficile de nier le rôle de la classe ouvrière dans le processus des luttes des masses.

Parallèlement, les luttes reprenaient dans l'Université et dans les lycées. Toujours amorties par l'emprise réformiste-révisionniste sur l'organisation étudiante, étouffées parfois dans le sang comme au lycée Moulay Youssef à Rabat en décembre 1968, elles marquaient cependant la remontée de la colère et de la volonté de lutte de la jeunesse scolarisée. Les conditions objectives et subjectives de cette remontée s'étaient en effet cristallisées en un temps remarquablement court. La politique impérialo-compradore fermait plus que jamais les portes même de la vie à cette jeunesse issue du peuple. La génération pour laquelle le peuple avait forcé les portes des écoles primaires en 1956-1957 arrivait aux classes terminales des lycées et commençait à bouleverser la structure sociale de l'Université.

Parallèlement, la faillite de la bourgeoisie arabe, marquée au plan intérieur en 1965, au plan national arabe en juin 1967, ne rendait que plus éclatants les enseignements qui parvenaient de l'émergence de la Résistance palestinienne, des victoires du peuple vietnamien, de la percée vers un monde nouveau qu'était la Révolution Culturelle prolétarienne chinoise.

Seul ce contexte explique le bond qualitatif des luttes en 1970 de cette jeunesse scolarisée. Pour importantes qu'étaient les luttes estudiantines et lycéennes 1967, 1968, 1969, comme signe d'une flamme que les massacres n'avaient pu éteindre, elles étaient loin du niveau des luttes de 1970.

Pour la première fois depuis mars 1965, la lutte de la jeunesse scolarisée, et plus précisément des lycéens, les étudiants étant encore sous l'emprise réformiste-révisionniste, faisaient jonction dans les quartiers populaires des principales villes du pays avec la colère des masses.

Pour la première fois depuis 1965, les mots d'ordre contre le régime circulaient largement et ouvertement dans ces quartiers. On sait comment le pouvoir désamorça le mouvement par la grande opération du « Colloque d'Ifrane », avec la honteuse collaboration de responsables nationaux de l'UNFP et du PLS qui prétendent aujourd'hui encore donner des leçons aux étudiants marocains... à Paris !

Mais ce fut la réussite même de cette opération qui balaya ce qui restait encore d'emprise révisionniste dans le milieu étudiant au Maroc.

Mars-septembre 1970 est la période où les masques réformistes et révisionnistes au Maroc tombent, tant au plan intérieur qu'au plan national arabe. D'Ifrane au soutien du Plan Rogers, c'était la même démarche. C'est la période où se cristallise dans la gauche marxiste-léniniste marocaine la germination des années 1965-1970.

Le 4 mai 1970, les étudiants de Rabat déclenchent la grève contre la collusion du pouvoir avec l'impérialisme espagnol sur le Sahara occidental, à l'occasion de la venue au Maroc du sinistre franquiste Lopez-Bravo. Le mouvement de mai-juin 1970 des étudiants de Rabat riposte victorieusement à la répression qui s'en suit, à la tentative d'utiliser l'armée comme moyen répressif. **Pour la première fois depuis mars 1965, les manifestations de rue reprennent.** Les principaux dirigeants de ce mouvement se sont retrouvés trois ans plus tard proclamant leurs convictions marxistes-léninistes et révolutionnaires face au tribunal répressif de Casablanca.

La lutte des classes se développe et s'étend cette même année. Avril-mai 1970, les ouvriers de la société textile de Filroc à Rabat mènent une longue grève soutenue ardemment par les étudiants.

Novembre 1970 : c'est la lutte révolutionnaire des paysans des Oulad Khalifa affrontant à poitrine nue les balles des mokhazni pour défendre leur terre volée par les néo-colons. Janvier-février 1971 : nouvelles luttes des étudiants et des lycéens, plus longues, plus dures, où le réformisme réussit encore à bloquer le mouvement étudiant, mais dont les forces lycéennes sortent intactes et plus déterminées que jamais.

Avril 1971 : grève des mineurs de Kettara où ceux-ci, s'emparant des charges de dynamite au fond, occupent la mine et arrachent la victoire contre la répression de l'Etat-patron.

LA CRISE DU SYSTEME

LA suite est plus connue : première tentative de coup d'Etat à Skhirat, le 10 juillet 1971, révélant les profondes fissures au sein de l'armée et de la classe dirigeante et les contradictions impérialistes face à la montée des luttes populaires

Septembre 1971-janvier 1972 : luttes générales de la classe ouvrière marocaine dans les villes et les mines.

Janvier 1972-mai, juin 1972 : mouvement de masse des étudiants, des lycéens et des masses populaires de l'ensemble des villes du Maroc, y compris les villes moyennes et petites, foyers politiques des campagnes.

16 août 1972 : aggravation des fissures dans la classe dirigeante. L'équipe Hassan-Oufkir se déchire dans le sang.

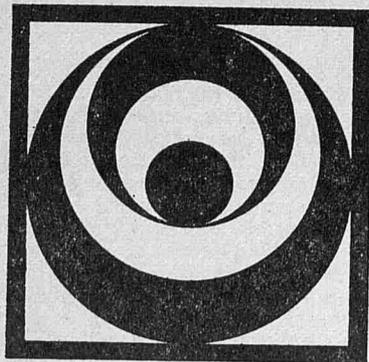
Et depuis ?

Avec l'appui empressé de l'impérialisme français et de ses policiers, la classe compradore reconstitue son appareil répressif, développe dans le sang, la boue et la torture son offensive répressive contre toutes les forces progressistes et révolutionnaires du pays.

Et maintenant ?

Les « groupuscules insaisissables », dont parlait le pantin Ahmed Alaoui fin décembre 1972, se portent bien, en dépit même de la répression sauvage, en dépit des camps, en dépit des tortures, en dépit des procès. La lutte des masses reprend son essor, la crise du système impérialo-compradore apparaît plus nettement que jamais.

Neuf ans après les massacres de Casablanca, quinze ans après les massacres du Rif, la justice du peuple, lentement, mais sûrement, avance. ■



action idéologique

Notes
SUR

L'Évolution des classes sociales et du Pouvoir d'État au Maroc

Un étude intitulée « Les contradictions de l'ennemi et la perspective révolutionnaire au Maroc » était publiée dans le premier numéro de la nouvelle série de « Souffles » comme une contribution à l'analyse du développement de la lutte des classes dans notre pays. En introduisant cette étude, « Souffles » avait insisté sur la nécessité de provoquer un débat sur ces problèmes qui commandent toute la stratégie révolutionnaire au Maroc.

Voici une première réponse à notre appel. Il reste entendu, qu'au stade actuel de ce débat et dans le but de favoriser son développement et son enrichissement, que les

thèses avancées dans les différentes contributions engagent leur auteur et non « Souffles » en tant que telle.

Sans vouloir en aucune façon bloquer le débat qui s'amorce ainsi, mais afin au contraire de permettre à tous de centrer leurs efforts, en même temps que sur une critique et autocritique des idées subjectives qui peuvent circuler encore dans le mouvement marxiste-léniniste marocain, sur une approche concrète de la réalité concrète marocaine, réalité dans laquelle l'histoire a sa part, nous devons cependant demander un effort pour ne pas laisser dévier le débat sur la polémique qui du même coup dépasse le cadre d'une lecture objective des textes.

Dans ce sens, l'un des auteurs du texte critiqué ici nous fait remarquer que la référence au subjectivisme petit-bourgeois était d'abord une autocritique. D'autre part, qu'il s'agit bien de réfléchir sur le contenu profond, historiquement enraciné, de ce que doit être au Maroc cette révolution paysanne sous la direction du prolétariat et de son parti, qu'est dans son essence la révolution nationale démocratique. Une recherche n'étant pas exempte d'erreurs et ne prétendant pas s'être débarrassée de tout subjectivisme, le but était et reste bien d'unir cette réflexion à un débat et à un effort collectif.

La parution de l'article sur « les contradictions au sein de l'ennemi et les perspectives révolutionnaires au Maroc » (1) ouvre un débat auquel nous pensons urgent de participer. Il nous a donné l'idée d'une série d'articles sur les classes sociales au Maroc. Mais pour pallier au plus urgent, nous ne tiendrons pas compte dans la publication de ces articles de l'évolution des classes par phases historiques successives. Nous présentons donc la première tranche de cette série qui est une critique théorique de l'article en question. Nous préparons par ailleurs deux autres tranches, à publier prochainement, l'une sur la classe actuellement dominante et ses contradictions, et l'autre sur la période pré-coloniale (2).

par Ali SADIQ

A l'heure actuelle, caractérisée sur le plan subjectif, au Maroc par l'émergence d'un embryon d'avant-garde prolétarienne, la lutte idéologique, à bases de principes marxistes-léninistes, revêt un caractère vital pour l'unification et la consolidation du mouvement. Cette lutte idéologique doit non seulement rejeter tout académisme et exiger pour base l'engagement pratique auprès des masses, mais doit aussi rejeter tout libéralisme, toute indulgence sur les principes et sur la mauvaise application de la théorie aux réalités pour déformer celles-ci.

A cet égard, disons-le tout de suite, le texte sur « les contradictions au sein de l'ennemi,

etc... » commet dès le départ deux erreurs graves.

En premier lieu, il fait table rase de l'ensemble des analyses qui se veulent marxistes-léninistes en les taxant de « subjectivisme petit bourgeois ».

En deuxième lieu, aucune démonstration, faits et textes à l'appui, n'est venue dans l'article nous confirmer ce brusque dépassement des thèses générales répandues dans le mouvement.

Il n'est pas dit pourtant que le subjectivisme petit bourgeois est négligeable. Mais ce qui justifie la rédaction des présentes remarques, rapides et donc encore préliminaires, c'est que le texte en question, loin d'éclaircir la lutte des classes au Maroc et les perspectives d'action, y jette en réalité une confusion théorique dangereuse, tombant pratiquement dans l'idéalisme et le spontanéisme en croyant dépasser le « subjectivisme petit bourgeois ».

I - sans matérialisme historique pas de perspectives révolutionnaires claires et justes

Signalons d'abord un certain nombre de formules inexactes qui dénotent un « penchant » idéologiste dans l'article en question.

Ainsi par exemple « la structure bi-polaire de la classe makhzen » est présentée comme étant « cimentée » par la monarchie. S'il est vrai que la monarchie a toujours joué le rôle d'arbitre et de direction idéologique et politique pour les classes successivement ou simultanément dominantes, elle ne pouvait pourtant être présentée comme étant le « ciment », et aujourd'hui plus que jamais, cela est démontré, puisque cette institution se trouve contestée même au sein de la « classe makhzen » qu'elle cimenterait.

Cette formule inexacte a un corollaire :

Il n'est jamais tenté dans le texte de préciser la base matérielle de l'alliance des classes dominantes, cette alliance serait donc, faute de réponse explicite, considérée comme « donnée ». La monarchie est une forme de pouvoir, elle ne saurait être confondue ni avec les classes dominantes ni avec la politique d'un monarque en particulier ; son rôle précis dans la classe dominante ne peut être considéré comme étant compris et sous-entendu dans le petit mot « ciment » car, en l'occurrence, la monarchie est non seulement une autorité politique, mais aussi

un monopole économique foncier et compradore, d'où une spécificité, à voir, de son rôle et de ses bases, de la contestation dont elle est l'objet.

D'autre part, à en juger par l'apologie du « tasaouf » (mysticisme) non accompagné d'aucune réserve explicite, et non ramenée à une explication matérialiste de classe, et à en juger surtout par le rôle de « base » attribué à la francophonie, et le rôle « d'axe » attribué à l'arabisme, dans le processus de la révolution marocaine ; à en juger par cela, on se demande s'il n'y a pas tendance à expliquer les mouvements historiques par la seule dynamique des idées.

Dans un long paragraphe, il est avancé que le processus révolutionnaire actuel aurait commencé par le heurt de la jeunesse avec la francophonie, ce qui l'aurait amenée à poser le problème de l'arabisation de l'enseignement, puis de l'économie, d'où une menace sur les intérêts économiques français. C'est pour le moins schématique. S'il est vrai que l'arabisation est l'un des mots d'ordre nationaux clefs du mouvement de la jeunesse, il n'en est pas moins vrai que ce mot d'ordre n'est en rien inventé par le mouvement de la jeunesse, puisqu'il a toujours été et il demeure verbalement du moins, par le mouvement bourgeois réformiste lui-même.

D'autre part l'arabisation ne peut être considérée comme la racine du mouvement de la

jeunesse actuelle car la racine s'en trouve bien, au-delà des mots d'ordre — fussent-ils les plus sacrés — dans la situation de classe petite bourgeoise ou semi-prolétarienne de la jeunesse. Cette situation à l'étape actuelle se caractérise par une accentuation sans précédent de la crise de l'enseignement, à commencer par le manque de places et de bourses pour finir par l'absence de débouchés en passant par l'oppression administrative, culturelle et matérielle et par les exclusions massives.

C'est la base objective du mouvement de la jeunesse. Ajoutons qu'il est erroné d'avancer que c'est par le biais de l'arabisme que les intérêts français se trouvent menacés. Non seulement l'impérialisme peut bien s'accommoder au pire d'une arabisation éventuelle, mais encore le mouvement de la jeunesse menace les intérêts impérialistes à court terme par le « mauvais » climat politique qu'il crée dans tout le pays et par son alliance progressive avec les luttes des masses opprimées, et à long terme par l'ensemble des mots d'ordre nationaux, démocratiques et populaires pour lesquels il lutte et par le nouveau flambeau idéologique prolétarien, dont il est le support principal à la phase actuelle. Ce sont d'ailleurs ces aspects du mouvement de la jeunesse qui font parler l'article en question et d'autres auteurs, d'un concept des plus confus, à savoir « la révolution culturelle et idéologique » pour caractériser la situation actuelle dans la jeunesse, ce qui équivaut à confondre le mouvement de classe de

(1) « Souffles » n° 1, nouvelle série, janvier 1973.

(2) Les inter-titres sont de la rédaction.

la jeunesse, à base de revendications syndicales et politiques spécifiques, avec la formation au sein de ce mouvement d'un courant d'avant-garde idéologique marxiste-léniniste, dont les tâches sont loin de se résumer à faire une révolution culturelle confuse, mais à contribuer à construire selon une ligne politique juste le parti du prolétariat.

Révolution arabe et révolution marocaine

LA révolution arabe est-elle « l'axe numéro un » de la révolution marocaine, tel qu'il est dit en conclusion du texte en question ?

En fait cette expression porte préjudice à la clarté du rapport dialectique entre révolution arabe et révolution dans chaque pays arabe. L'objectif de l'union révolutionnaire de la nation arabe est une aspiration des masses dont témoignent d'éclatants exemples historiques de solidarité militante. La libération de la Palestine est un objectif inébranlable, et une tâche quotidienne des masses arabes, malgré l'oppression et la mystification exercées par les classes exploiteuses, les idéologies rétrogrades et les appareils politiques des bourgeoisies traîtresses ou hésitantes. Chaque tournant historique important que connaît la nation arabe a ses répercussions profondes sur l'ensemble de la nation.

L'exemple le plus éclatant en est la défaite des bourgeoisies d'Etat au pouvoir devant l'agression du 5 juin. Pour cette raison la lutte des masses arabes aux côtés des classes opprimées des pays frères est absolument indispensable. Mais si l'on doit parler « d'axes de la révolution marocaine » tout ce que l'on vient de dire n'en constitue pas pour autant « l'axe numéro un ».

Car il y a une grosse réalité historique et objective, à savoir l'inégal développement des rapports de la production dans les différents pays arabes, qui se traduisent par une spécificité de leur composition de classe subjective, à savoir le fait, déjà séculaire, que la plupart des pays arabes se sont constitués en Etats féodaux coloniaux ou néo-coloniaux indépendants les uns des autres et ont connu de ce fait une évolution historique spécifique.

Cela est certes insuffisant pour supprimer toute base objective (culturelle et politique) de l'union qui est d'ailleurs actuellement plus que jamais ardemment souhaitée et traduite par la solidarité militante des peuples arabes. Mais cela est tout à fait suffisant pour mettre en lumière la loi objective suivante : ce qui détermine en premier lieu et principalement le processus révolutionnaire dans un pays arabe y compris au Maroc, ce sont les conditions économiques de la lutte des classes dans ce pays. (Voir ANFASSE. N° 6, ancienne série arabe).

à ce propos l'article « La situation actuelle de la révolution arabe et ses horizons futurs ». —

Du passé, mesurons le présent

ENFIN on peut se demander si pour analyser les contradictions de l'ennemi et tracer des perspectives d'action, on doit « fouiller » dans la période pré-coloniale et même moyennâgeuse afin de repérer en somme la racine du mal actuel. Il est vrai qu'une approche scientifique de ces temps reculés est absolument nécessaire afin de rendre compte de la lutte des classes au Maroc dans le passé, réfuter les diatribes véhiculées par les historiens bourgeois même les plus « avancés » et les plus sérieux (comme Abdellah Laroui). Mais semble-t-il cette tâche demande un peu de démonstration, et non un survol et surtout elle demande à être entreprise d'un point de vue matérialiste dialectique ferme ; quoi qu'il en soit un bref article consacré à l'actualité révolutionnaire ne semble pas être le meilleur endroit pour une telle « aventure ». Mais qu'en sort-il donc ?

A la lecture de l'article en question, on est frappé par une « admirable » continuité dans l'histoire du Maroc. Depuis toujours, ou très longtemps, les « Kbilas », communautés paysannes armées, se sont opposées à une « classe makhzen ». Les kbilas, quant à elles, « se sont toujours maintenues comme forme d'auto-défense, culturelles et politiques » et la classe makhzen au pouvoir, toujours la même, a toujours été « cimentée par la monarchie ». Une telle continuité serait plutôt étonnante : il y a quand même eu l'impérialisme ! Cela nous conduit à poser la question de fond : est-ce là une analyse de classes ?

Du fait de l'absence de toute référence aux modes de production, aux rapports de production et d'échange ; du fait que les concepts « classe makhzen » et « djemaas et kbilas » ont été assis par l'article en question sur des « bases » superstructurelles, telle que la monarchie par l'un et la « culture arabo-berbère » pour l'autre ; du fait que les contradictions de la société marocaine ont été ramenées de force à une seule contradiction en somme originelle entre kbilas et classe makhzen (on verra par un exemple que la bourgeoisie nationale se « déstructure », que la petite bourgeoisie passe sous silence), du fait de cela il est permis de conclure que le recul historique qui nous est proposé par l'article en question, est une simple couverture « scientifique » à un recul vers l'idéalisme, recul dont le point de départ est le souci subjectif de mettre l'accent sur le caractère « hors la loi » et illégitime du régime en place. Notons en passant que Laroui a le même souci, dans la mesure où il se refuse à envisager l'évolution des rapports de production (car les documents manqueraient) et insiste sur l'idée que l'Etat s'impose d'en haut sans base de « capital et d'armée », et sans « consentement » de la nation. (Histoire du Maghreb).

La classe makhzen

LA « classe makhzen » est présentée comme une alliance entre les « mandataires » agents issus des notabilités et chargés des prélèvements, et la « bourgeoisie makhzen mercantile ». Les mandataires ont une activité d'Etat, et sont donc une autorité politique et financière (fiscalité), et si leurs alliés au pouvoir sont des bourgeois mercantiles, en somme commerçants, et si c'est là la classe dominante, on doit se demander où est la production, c'est-à-dire où est l'activité de base qui permettrait aux mandataires de prélever des impôts aux mercantilistes de faire des échanges. Nous touchons là à une question jugée « délicate » par les académiciens les plus voués aux archives, et qui se refusent à y répondre « par manque de données ». On ne sait pas au juste s'il y a eu féodalisme ou servage ou économie primitive ou autre... comme mode de production dominant à une époque donnée : on se borne généralement à caractériser la situation précoloniale au Maroc par les termes les plus vagues, qui saisissent certains phénomènes et les déforment tel que le « tribalisme » « siba ».

Pourtant la question de fond, c'est bien de définir le mode de production dominant à une époque donnée et non de sauter par-dessus cette question et tomber dans les discussions certes utiles mais secondaires sur la question de savoir par exemple si la « Siba » représentait la révolte populaire ou représentait les forces rétrogrades sauvages et anarchistes (cf. infra). Mais loin de définir le mode de production dominant, l'article en question, après avoir « établi » une « structure bipolaire » rigoureuse à la classe makhzen, recule par la suite à une formule assez spéculative en disant que les classes makhzen ont toujours été (depuis la décadence mérinide) « des oligarchies théocratiques mercantiles », « d'essence comprador ». Nous aurons à revenir sur les classes dominantes. Remarquons pourtant qu'outre l'absence de la base de production dans cette formule, il y a aussi définition des classes dominantes en premier lieu par la forme du pouvoir : « oligarchie théocratique ».

Cette inconséquence théorique est d'autant plus grave que l'article en question commence justement par une critique expéditive des conceptions subjectives qui parlent de la classe dominante en terme de « clique militaro-policière » ou d'« oligarchie » !

En fait il n'y a même pas critique de ces notions, elles sont simplement rejetées pour faire place à la « nouvelle » notion de classe makhzen. Certes quand on a parlé d'oligarchie pour désigner le pouvoir, cela ne nous renseigne en rien du tout sur la nature économique de la classe au pouvoir, ni sur le mode d'exploitation qu'elle exerce, ni sur la forme de son pouvoir politique (dictatorial « libéral », militariste ou autres). Au sens commun, on entend par oligarchie l'alliance de plusieurs familles pour exercer le pouvoir, comme on entend par monarchie, l'exercice du pouvoir par une seule famille.

Théoriquement on ne peut charger cette notion de plus de sens que cela et donc elle ne nous renseigne pas hors de cette limite.

Au Maroc, quand il est parlé d'oligarchie, cela exprime simplement le fait qu'à la tête des classes dominantes l'on trouve une poignée de grands familles omniprésentes dans les divers

secteurs de l'économie et du pouvoir d'Etat. Dans cette limite précise on ne peut en vouloir à la notion d'oligarchie. Le terme makhzen, seule qualification de la classe au pouvoir, est bien plus vague, puisqu'il signifie simplement et littéralement que cette classe au pouvoir est au pouvoir ! On doit deviner derrière cette « répétition » une manifestation du souci subjectif dont il est parlé tout à l'heure et qui veut mettre le régime en place « hors la loi ». Ainsi la classe « makhzen » est violemment opposée, sur le plan terminologique, aux « kbilas », qui gardent un mauvais souvenir du « makhzen », appellation déchu du pouvoir d'Etat central.

Concept de « tribu » ou Kbila

LES aventures du concept de « tribu » ou kbilas, pour leur part, ne sont pas moins mouvementées que celles des nomades et des sédentaires organisés en tribus. Depuis Ibn Khaldoun qui fait de l'« Assabya », esprit de groupe des tribus, le moteur de l'histoire du Maghreb, jusqu'à Laroui qui, sans éclaircir cette notion, la « dépasse » cependant pour se consacrer à l'histoire de la montée et de la décadence des dynasties en partant par les historiens colonialistes qui font du tribalisme un mal congénital du Maghreb, sans oublier les sociologues qui s'ingénient à découvrir et à décrire un « système tribal » par ci, un « système caïdal » par là. On arrive à une confusion telle qu'en disant « tribu » on croit ou on veut faire croire qu'on renvoie bel et bien à un mode de production, à un mode de vie, à une psychologie et à une culture dûment définis et fichés !

Ne se rendant pas compte de cette confusion, l'article en question ressuscite tout bonnement les kbilas, et les place même au premier plan de la lutte des classes sans aucune référence encore une fois aux conditions matérielles des kbilas d'antan, ni aux « éventuels » bouleversements que connaîtraient ces conditions matérielles et ces kbilas elles-mêmes car il y eu et il y a impérialisme.

Qu'est-ce qu'une tribu ? C'est une forme d'organisation sociale et politique basée, en tant que telle seulement, sur les liens de sang, de filiation, de mariage, etc. En somme c'est une famille élargie. Les caractéristiques d'une tribu, en tant qu'organisation sociale et politique, peuvent être résumées comme suit (voir Yves Lacoste : « IBN KHALDOUN, OU LA RENAISSANCE DE L'HISTOIRE », Maspéro) qui synthétise ces éléments sur la base d'IBN KHALDOUN :

a) Les liens de consanguinité entre les membres de la tribu (c'est en ce sens que nous parlons de vaste famille) ;

b) L'Assabya, ou esprit de corps et de solidarité, qui se manifeste notamment en période de conflit extérieur ;

c) La « démocratie militaire », à savoir le port d'arme par tous les membres qui a pour corollaire l'égalité répartition des butins de guerre ;

d) Un patriarche, ou chef de tribu, dirige celle-ci et assure sa colonisation interne.

Il n'entre pas dans nos intentions de discuter à la lumière de la réalité historique l'exactitude de ces caractéristiques générales. Pourtant, trois remarques fondamentales s'imposent :

1° Il n'est question dans la définition ci-dessus que d'éléments superstructurels (idéologie de groupe, armement, direction politique). Le fondement économique de la vie de tribu, les rapports de production, la division du travail (entre les hommes et les femmes, entre les adultes et les enfants, entre la masse des membres et la famille patriarcale) ne sont pas mentionnés.

2° Or, d'un autre côté, il s'agit dans la définition ci-dessus d'une tribu qui correspond tout bonnement à une organisation patriarcale élargie, mais encore homogène, cohérente, « démocratique », sur le plan du port d'arme et du butin. Il s'agit donc de la tribu, nomade dont l'activité économique fondamentale est l'élevage. Ou d'une tribu pratiquant récemment l'agriculture.

3° D'un point de vue théorique, et l'évolution des tribus hilaliennes par exemple en témoigne, ce schéma de l'organisation politique de la tribu ne peut qu'être bouleversé au cas où, un progrès technique, de nouvelles conditions géographiques, de nouvelles conditions d'échange, ou de nouvelles conditions politiques, changeraient le mode de production, et les rapports de production au sein de la tribu.

C'est ainsi qu'une tribu peut évoluer en seigneurie féodale, ou se voir brisée par la prolifération de la propriété privée des moyens de production (terre, cheptel, outils). Dans ces cas, la

tribu ne subsiste qu'en tant que solidarité fondée sur un souvenir généalogique, ou même comme cadres social et idéologique commode pour les nouveaux modes d'exploitation de classes, et là il s'agit d'un retard de la superstructure juridique, politique et idéologique sur l'infrastructure économique.

CETTE mise au point, sans résoudre le problème de l'analyse concrète des classes ni dans le passé ni dans le présent offre quand même l'avantage de nous « prémunir » contre l'erreur grossière qui consiste à considérer les kbilas dans leur ensemble comme étant une classe « opprimée » par le « makhzen » comme le fait l'article en question en ajoutant : « Cependant la lutte des classes des kbilas, faite d'une classe unificatrice qui sera le prolétariat, restait dispersée et sujette aux influences idéologiques de la classe makhzen ». Là on se pose des questions : dans le bled Makhzen, n'y avait-il pas de contradictions objectives de classes ?

Dans le bled des tribus insoumises n'y avait-il pas de contradictions objectives de classes ? Comment s'expliquer les alliances entre certains chefs de tribus et le pouvoir central ? La raison d'être des « kbilas » guich (qui n'étaient nullement négligeables) n'était-elle pas précisément de servir le pouvoir central du makhzen ? Et surtout après soixante ans de colonialisme et de néo-colonialisme, peut-on encore assigner au prolétariat la tâche d'« unir » simplement des entités homogènes et révoltées mais « dispersées » pour faire la révolution ?

La Djemâa, ancienne organisation socio-politique relativement démocratique fondée principalement sur la propriété collective des moyens de production (terre distribuée annuellement aux foyers membres, charrues à usage libre, association des animaux de trait pour le labour, etc.), cette djemâa existe-t-elle encore

comme telle, « toute prête » pour le socialisme ?

Idealisme et subjectivisme des erreurs fondamentales...

— Définir les classes sociales non selon leur position dans le processus de production mais selon leur accord ou leur désaccord avec le pouvoir d'Etat (Makhzen, anti-Makhzen).

— Concevoir l'unité d'une classe comme étant fondée non sur les intérêts économiques de classe mais sur la culture et les institutions politiques (culture arabo-berbère des kbilas, et monarchie pour le makhzen).

— Privilégier les idées sur les conditions matérielles dans l'explication des processus historiques.

— Superposer d'une façon absolue classe dominante et pouvoir d'Etat, les confondre absolument, et finir par considérer la première comme l'émanation du second et non l'inverse.

— Scinder la société en deux antipodes métaphysiques, deux entités séparées qui se livrent bataille, deux zones géographiques, deux cultures et ériger cette opposition en vérité éternelle au-dessus de toute interpénétration et de toute « transformation », indifférente aux bouleversements des rapports de production et aux changements politiques et historiques.

— Construire des concepts de classes, non sur la base de l'analyse matérialiste concrète, mais en partant d'un souci de justifier « à posteriori » des luttes antérieures, de mettre « hors la loi depuis toujours » des ennemis actuels, et de bien souligner verbalement la violence de l'opposition entre les exploités et les exploités, qui demeurent confusément définis les uns les autres.

— Reprendre sans sens critique des notions largement manipulées et donc souillées par les intellectuels bourgeois de tout bord (kbila et makhzen).

Telles sont les erreurs fondamentales engendrées par l'idéalisme et le subjectivisme qui marquent nettement l'article en question, et conduisent ses « perspectives révolutionnaires » au cahos complet.

Ainsi le prolétariat, avant-garde du peuple, est absolument passé sous silence. Le parti prolétarien, condition « sine qua non » de toute perspective révolutionnaire, n'est même pas signalé. Le problème de la révolution agraire, le mouvement paysan et la question de la violence sont tout simplement « éclaircis » par une formule des plus confuses, les djemâas armées, qui seraient amenées d'elles-mêmes semble-t-il à reprendre les terres perdues. Les classes hésitantes comme la bourgeoisie et la petite bourgeoisie se « déstructurent » et ne posent pour ainsi dire aucun problème.

Du coup, la question de la révolution démocratique et nationale ne se pose pas et il n'y aura qu'à aller tout droit à la « dictature révolutionnaire des ouvriers et des paysans », objectif de « cette étape » dont les tâches sont par ailleurs sommairement fixés sur « deux axes » : faire la révolution arabe, et reprendre les terres confisquées pour le compte des djemâas.

Faudra-t-il une stratégie, une tactique, une organisation, des alliances ? Peu importe. La « révolution culturelle et idéologique » en cours (surtout chez la jeunesse) balayerait l'influence de la classe makhzen, libérerait les initiatives et spontanément les djemâas, s'armeraient et prendraient leurs terres et peut-être aussi le pouvoir d'Etat.

Un marxiste léniniste ne saurait voir dans ces schèmes qu'une pure fantaisie, qui, loin d'éclaircir les perspectives, ni même de poser simplement les justes questions de l'heure, sombre dans un spontanéisme emprunt de populisme, qui contredit objectivement les bonnes intentions de l'auteur et son souci de dépasser le subjectivisme. ■

LE REVISIONNISMES AU MAROC (2ème partie)

Le Parti Communiste Marocain après l'Indépendance

par Omar DOUIRI

A l'indépendance le P.C.M. se retrouve ainsi avec un noyau réduit de militants.

Cependant, dans certains quartiers populaires de quelques villes, malgré l'énorme vague que représentait le Parti de l'Istiqlal, le P.C.M. put organiser des militants qui venaient à lui du fait d'une conscience de classe plus marquée qui les portait vers le marxisme.

Mais là encore, ces potentiels furent perdus du fait d'une absence totale de stratégie. Le programme du P.C.M. n'avait jamais dépassé au fond celui de la bourgeoisie nationale, même s'il était plus précis sous certains aspects tels que l'Assemblée Constituante. Mais ni cette précision ni l'ensemble de la conception ne s'étaient élevés au-delà de la conception bourgeoise de l'Etat. En fait, le P.C.M. n'avait jamais assimilé l'enseignement de Lénine sur l'Etat. Ses maîtres petits-bourgeois français y avaient apporté l'héritage de la social-démocratie. Bloqué à ce niveau, aucune réflexion n'avait été entreprise et ne fut entreprise sur l'objectif d'accès au socialisme.

Vide idéologique et structuration bureaucratique

A vrai dire, ce vide idéologique était celui de tout le mouvement communiste international en dehors des trois P.C. d'Extrême-Orient : chinois, vietnamien et coréen et, l'histoire devait le révéler par

la suite au P.C. albanais. Mais la tutelle idéologique des principaux P.C. européens groupés autour du P.C. soviétique était telle qu'aucune étude sérieuse ne fut entreprise, ni au Maroc ni ailleurs dans le monde arabe, par les différents Partis Communistes de ces pays pour assimiler l'apport des révolutions victorieuses d'Asie.

Pour éveiller une réflexion marxiste-léniniste autonome, il fallut les coups de tonnerre idéologique lancés par le P.C. chinois qui, à partir de 1963, passait à la dénonciation publique de la décomposition du P.C. soviétique et de sa chute dans le révisionnisme. Mais à cette époque, dans la plupart des P.C. traditionnels, en particulier arabes, les cadres étaient trop sclérosés, trop figés sur un noyau bureaucratique petit-bourgeois pour que cette réflexion puisse s'y développer. Au contraire — pour en rester au P.C.M. — le noyau bureaucratique s'était vite renforcé par le processus naturel de tri des intellectuels attirés au P.C. par l'idéologie marxiste et dont, seuls, s'intégraient à l'appareil dirigeant du Parti les éléments les plus portés par la conception bourgeoise du rapport de supériorité de l'intellectuel et du cadre politique vis-à-vis des masses.

Le suivisme dans l'isolement

Dans ce vide idéologique, le seul objectif spécifique du P.C.M. après l'indépendance

devint la lutte pour des conditions légales de travail. N'ayant aucune stratégie, situant tous les problèmes dans le cadre de l'installation et de l'élargissement de la démocratie bourgeoise, le P.C.M. ne pouvait obtenir de meilleures conditions légales à son activité que par la bienveillance de la bourgeoisie nationale et son aspiration naturelle à une démocratie libérale.

Aussi, bien que la participation du P.C.M. au combat de libération lui ait permis d'effacer la tare originelle de 1944, toute la tactique du P.C.M. après l'indépendance fut de marquer son intégration au mouvement national dirigé par la bourgeoisie nationale. C'est ainsi qu'il en vint également à joindre son adhésion à la reconnaissance officielle, en 1958, de tous les partis politiques et corps constitués, de Hassan comme Prince héritier, contrairement aux conceptions mêmes de l'accès au trône dans l'histoire du pays, et alors que les liens de celui-ci avec l'impérialisme étaient connus de tous les hommes politiques.

Certes, l'élaboration d'une stratégie autonome n'était pas facile. Il ne s'agissait plus de lutter contre un ennemi clairement désigné par tous, qui était le Protectorat. L'impérialisme se dissimulait derrière l'appareil néo-colonial, dans lequel se confondaient et s'unissaient les éléments de la féodalité qui n'avaient pas été isolés par la trahison ouverte de 1953, et ceux de la grande bourgeoisie. Face à cette coalition,

la bourgeoisie nationale n'était capable que d'opportunisme tactique et d'aucune stratégie. Elle n'a pas changé depuis, malgré seize années de gifles. Mais les véritables responsables du manque de perspective révolutionnaire au Maroc pendant la majeure partie de cette période ne sont pas les politiciens bourgeois. Comment reprocher de ne pas pouvoir élaborer une stratégie à une couche sociale sans avenir ? Les véritables responsables sont ceux qui se prétendaient armés de la science de l'Histoire, qui se prétendaient armés du marxisme-léninisme, et qui n'utilisaient le verbe marxiste que pour masquer leur vide politique et leur opportunisme idéologique.

Un parti marxiste-léniniste aurait dû aborder le travail autonome dans le prolétariat pour l'aider à forger une conscience de classe, échappant à l'emprise petite-bourgeoise, aurait refusé le rôle de domestique des bureaucrates syndicaux. Un parti marxiste-léniniste aurait abordé le travail à la campagne dans le but d'ouvrir la perspective de la prise du pouvoir révolutionnaire des ouvriers et des paysans par la violence armée des masses, et ne se serait pas enfoncé, à l'image des technocrates bourgeois, dans les différentes solutions techniques de la réforme agraire que pourrait adopter un gouvernement progressiste issu d'élections supposées libres.

Mais cela, le P.C.M. était incapable de l'envisager, était incapable d'élaborer une stratégie, du fait de sa structure de classe

et de son double suivisme par rapport à la bourgeoisie nationale et par rapport au révisionnisme.

La tutelle soviétique

Avec l'indépendance, la tutelle extérieure sur le P.C.M. passa du P.C.F. au P.C. d'Union Soviétique. Sans doute en fut-il décidé ainsi au niveau de ces deux partis dans le cadre de la stratégie soviétique d'influence directe dans le monde arabe. Mais pour le P.C.M. ce changement facilitait bien des problèmes. Tout d'abord, le P.C.F. ne faisait que renforcer une attitude ouvertement colonialiste qui était devenue particulièrement scandaleuse dans la guerre d'Algérie. D'autre part,

théorique d'autant plus vain que ladite théorie ne vaut la peine d'être rapportée que comme un modèle de vide, situons les résultats quinze ans après. L'exemple le plus brillant et le plus complet de l'application de cette théorie, celui où l'U.R.S.S. mit le plus de moyens politiques, économiques et militaires, a été l'Égypte nassérienne. Inutile, pour les révolutionnaires arabes, de s'étendre. Mais rappelons que, pour certains militants, ce furent les nuages de l'illusion nassérienne qui firent perdre toute approche saine de ce qu'était le plan Rogers. Aujourd'hui nous disons à ces militants : qui avait raison en août 1970 ? Mesurez-vous aujourd'hui la trahison où conduisit le nassérisme, la trahison où conduisit le révisionnisme, la

activité — avant tout : pouvoir publier un hebdomadaire légal.

On comprend que l'interdiction du P.C.M. en 1959-60 n'eut aucune conséquence politique. Un Adballah Ibrahim s'acrochant au pouvoir de ses mains humides de peur crut ainsi donner des gages à la féodalité et à l'impérialisme. Mais vraiment, cela ne changeait rien pour personne.

L'abandon définitif du marxisme-léninisme

En juin 1968, Ali Yata déposait les statuts du P.L.S. Nouveau parti, les tribunaux ne l'ont pas jugé ainsi. Il est dommage que la culture marxiste-léniniste des magistrats soit aussi déficiente. Autrement ils auraient pu constater que le P.L.S. n'avait plus rien de marxiste-léniniste.

Notons quelques points significatifs :

- Sur le plan du fonctionnement intérieur, dans la pratique comme dans les garanties statutaires, que restait-il du centralisme démocratique ? Pendant quinze mois de vie légale, même pas l'organisation d'un congrès, même pas la mise au point et la discussion de projets de thèses.
- Où était la politique de classe lorsque les dirigeants du P.L.S. venaient dire aux militants élus par la base ouvrière dans les syndicats d'abandonner leurs postes pour ne pas mécontenter la bureaucratie syndicale ?
- Que restait-il de prolétarien à un parti qui n'avait plus pour objectif que la démocratie bourgeoise ?
- Où était l'internationalisme prolétarien lorsque le P.L.S. se gardait bien de critiquer le chauvinisme et le racisme démagogique de nos politiciens bourgeois ? Vis-à-vis des P.C. révisionnistes, le P.L.S. prétendait se réclamer de l'internationalisme prolétarien en participant à la Conférence de Moscou. Mais prétendre défendre la cause palestinienne dans une assemblée placée sous la tutelle du révisionnisme soviétique, en être réduit aux manœuvres avec le manoeuvrier roumain Ceaucescu qui eut le porte-parole du sionisme dans le mouvement communiste international resté dépendant du P.C. soviétique, tout cela n'est plus de l'internationalisme prolétarien, mais la preuve de la faillite opportuniste et de l'abandon de tous les principes léninistes auxquels conduisit la tutelle de la bourgeoisie d'Etat soviétique ?
- Où était le marxisme-léninisme dans les honteuses déclarations d'Ali Yata à la Cour d'Appel de Rabat, en janvier 1970, prenant Hassan comme référence idéologique ?
- Où était la trempe bolchevik dans le comportement de ces honteux professeurs d'Université qui furent des dirigeants du P.L.S. lorsqu'ils aplatirent leurs forces tremblantes au Colloque d'Ifrane ?
- Que resterait-il de révolutionnaire et de marxiste-léniniste à celui qui couvrait la trahison de la révolution arabe et de la révolution palestinienne qui conduisit aux massacres de septembre 1970 par le verbiage savant repris des trahisons de la II^e Internationale ?
- Que restait-il de révolutionnaire à celui qui, en janvier 1971, livrait dans un communiqué public des noms à l'ennemi ?

La fin des ambiguïtés

On peut se demander comment, dans de telles conditions, des militants ont pu venir et rester au P.L.S. On pourra nous demander comment n'avoir pas dénoncé plus tôt une telle dégénérescence. Effectivement, il peut être reproché aux militants qui prirent l'ini-

tiative de la rupture d'août 1970 de ne pas l'avoir prise plus tôt. Un espoir restait encore jusque-là, séquelle subjective des liens formés dans les luttes du passé : l'espoir que, au moment décisif, la sensibilité à la révolution arabe l'emporterait sur le poids de la tutelle soviétique. Mais lorsque la trahison de l'Union Soviétique et sa complicité dans le massacre qui se préparait contre la Révolution palestinienne devinrent évidents, c'était trahir que se taire, qu'être complice.

A la base du P.L.S., certains militants n'ont pas pu toujours percevoir ces trahisons. C'est que l'ambiguïté était la nature même du P.L.S. Pseudo-internationalisme à Moscou et aux Congrès du P.C.F., nationaliste marocain chauvin avec Allal el Fassi, patriote arabe au Caire, et à la Maison du Maroc à Paris, prétendu porte-parole de la classe ouvrière marocaine dans des congrès des P.C. révisionnistes et valets des bureaucraties syndicales au Maroc, telles étaient les positions du P.L.S.

Peut-on trouver meilleur chef-d'œuvre d'ambiguïté que le rapport d'Ali Yata, de février 1969, sur la question palestinienne ? Ce rapport permettait aux partisans de la Révolution du 22 Novembre de l'O.N.U., comme aux défenseurs de la Révolution Palestinienne, d'y trouver matière à satisfaction. Peut-on donner meilleure preuve d'ambiguïté que celle qui consistait à autoriser une motion contre les plans impérialistes dérivés de cette résolution du 22 novembre, pendant que l'on interdisait une telle position aux militants au Maroc ?

Mais le ballon de baudruche des ambiguïtés devait bien, à force d'enfler, finir par éclater.

Ajoutons que ces ambiguïtés ne trompent ni les politiciens bourgeois marocains, ni les bureaucrates des P.C. soviétiques ou français. Simplement, les uns et les autres ménagent dans leurs assemblées un strapontin à Ali Yata, car les uns et les autres ont besoin d'exhiber « le représentant du socialisme scientifique marocain » pour camoufler à leurs troupes la réalité révolutionnaire qui grandit au Maroc. Mais quelle fin politique attend un Ali Yata, si ce n'est celle d'un Larbi Bouhali, déchet oublié du P.C. algérien, mais porte-parole assidu de lui-même dans les congrès des P.C. révisionnistes ? Quant à MM. les Professeurs d'Université qui continuent, pour leur part, de constituer ici le noyau idéologique du révisionnisme, ils ont devant eux les mêmes brillantes destinées que le capitalisme international a su toujours réserver aux singes savants de la social-démocratie. Ceci explique aussi l'inutilité de vouloir changer les choses de l'intérieur. Un Ali Yata et ses tuteurs soviétiques maintiendront cette façade à n'importe quel prix.

La voie révolutionnaire

En août 1970, nous intitulations nos thèses :

— « Les masques sont tombés, ouvrons la voie révolutionnaire ! »

Aujourd'hui la voie révolutionnaire est déjà plus apparente. Aujourd'hui nous répétons à ceux de nos camarades restés sous la tutelle du révisionnisme, depuis nos frères qui résistaient aux tortionnaires du protectorat jusqu'aux plus jeunes qui cherchent la voie de la révolution et savent qu'elle se situe dans la voie du marxisme-léninisme, aujourd'hui nous disons à ces camarades :

La voie de la révolution s'ouvre devant nous, quittez les impasses où vous vous enfermez !

Venez avec nous dans le combat révolutionnaire ! ■



« ...Je me souviens en particulier que S.M. a démontré que le citoyen a le devoir d'accomplir une action positive, c'est-à-dire de servir la patrie et que son action trouve son impulsion dans la religion, dans le patriotisme ou dans autre chose qui peut être différent. De toute manière, les trois voies s'entrecroisent, l'essentiel étant : servir le pays et les hommes. Ceci, M. Le Président, est précisément le fondement de la méthodologie que nous suivons. »

(Déclaration de M. Ali Yata à la Cour d'appel de Rabat du 14-1-1970.)

les liens avec le P.C. soviétique apparaissent d'autant plus cohérents dans le cadre de ce qui devint alors la stratégie du révisionnisme pour les pays du système néo-colonial, la stratégie dite de démocratie nationale, et de la voie non capitaliste.

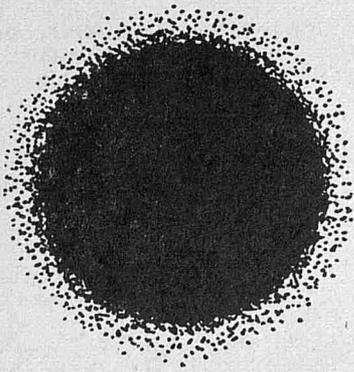
Cette pseudo-stratégie faisait partie de la stratégie générale du révisionnisme soviétique. Avec Kroutchev, les derniers restes de la politique révolutionnaire de ce qui avait été le pays de Lénine étaient abandonnés. La direction du P.C. soviétique organisait et consolidait la mise en place dans la société soviétique, comme dans la politique internationale soviétique, du pouvoir de la bourgeoisie d'Etat qui avait pu se constituer et parvenir à la tête de ce qui fut le pouvoir des Soviets.

Dans le cadre de la politique de coexistence pacifique avec l'impérialisme américain, politique qui visait au partage du monde entre les deux super-puissances américaine et soviétique, le révisionnisme soviétique élaborait la théorie de l'Etat de démocratie nationale. Sans entrer dans un débat

mauvaise foi ici d'un Ali Yata ? Mesurez-vous aujourd'hui combien il était nécessaire de lui arracher des mains le drapeau rouge dont il continuait de se couvrir, pour le dresser haut levé en ralliement des forces révolutionnaires égarées par la boue révisionniste dans laquelle sombrait le drapeau de Lénine ?

La sclérose

Ainsi vint la sclérose. Réduit à un petit groupe sans perspective, le P.C.M. en était conduit à une politique de façade : participation systématique aux congrès des P.C. révisionnistes du monde entier, communiqués quasiment quotidiens d'Ali Yata, présence au premier rang des manifestations des politiciens bourgeois ou des réceptions diplomatiques des ambassades socialistes, insertion timide sur les strapontins laissés par les bureaucrates des syndicats, participation aux réunions savantes sur l'économie et la sociologie du sous-développement et — point culminant de cette débordante



Malgré la permanence de la répression nouvelle montée des luttes des masses populaires marocaines

Le pouvoir réactionnaire marocain a déchaîné de nouveau une nouvelle vague d'enlèvements et d'arrestations dans les rangs du mouvement marxiste-léniniste. Une dizaine de militants viennent d'être arrêtés à Khémisset, Tiflet, Kénitra. Selon une méthode qui lui est devenue familière, la police a enlevé le jeune militant Hajami Abdellah du cœur même de la prison civile de Rabat. Ce militant fait partie des 36 lycéens et professeurs détenus depuis janvier 1973 et qui attendent leur jugement.

La riposte de ces camarades ne s'est pas faite attendre: ils ont déclenché une grève de la faim de 48 heures pour protester contre l'enlèvement de leur camarade et exiger sa comparution devant le Tribunal ou sa libération.

Dans plusieurs régions du pays, la police poursuit sa chasse aux militants du mouvement du 3 mars. A l'université et dans les lycées le pouvoir renforce davantage le quadrillage policier et les provocations des bandes fascistes dites « frères musulmans » à l'intérieur des établissements.

Pour contenir la colère des masses et leur exaspération contre la montée vertigineuse des prix, notamment ceux des denrées alimentaires essentielles, l'appareil de répression, à titre préventif, multiplie les coups de filet, les barrages et les provocations policières.

Les tentatives de « réprimer d'avance » le mouvement de masse ne pourront en rien arrêter la nouvelle montée des luttes dont les prémises se sont déjà manifestées.

Les masses laborieuses, notamment, la classe ouvrière et la paysannerie pauvre assistent à une dégradation lamentable dans leurs conditions de vie. En effet, pendant que les salaires sont bloqués depuis plusieurs années, les prix des denrées alimentaires ont presque doublé rien que depuis janvier 1973.

C'est la dégradation progressive des conditions de vie qui pousse et poussera davantage les masses à manifester leur haine contre un régime qui ne doit sa survie qu'à ses appareils de répression.

Les luttes ouvrières connaissent depuis janvier un regain et une nouvelle vigueur. C'est ainsi qu'à EL-JADIDA, les ouvriers de l'usine textile MESAFIL ont déclenché une grève avec occupation d'usine pour exiger la réintégration des responsables syndicaux arbitrairement licenciés. Les grèves revendicatives se sont étendues depuis janvier 74 dans plusieurs secteurs: textiles, bâtiment, mines, les banques, Royal Air Maroc.

A l'occasion du 1er anniversaire de la dissolution de l'UNEM, les étudiants ont déclenché une grève de protestation le 24 janvier dernier pour exiger le retour à la légalité de leurs organisations de masse et la libération de ses militants et responsables.

Cette grève a été suivie dans la majorité écrasante des établissements universitaires.

A l'appel du Syndicat National des Lycéens, des grèves et manifestations furent organisées à Casablanca, Rabat et Marrakech pour stigmatiser le viol odieux d'une militante lycéenne par la police féodale.

Cet acte de barbarie a été largement dénoncé à l'échelle du pays.

Le C.P.R. de Casablanca (Hay-Hassani) est fermé depuis que la police a attaqué les étudiants qui occupaient le centre le 8-2-74 et arrêté 4 membres de la corporation.

Parmi les revendications des étudiants figurent: le retour à la légalité de l'UNEM et la reconstitution de l'Ecole Normale Supérieure.

Des grèves de solidarité avec les étudiants du

C.P.R. ont eu lieu à la Faculté de droit de Casa, blanca à l'Institut de Commerce.

Le pouvoir a également décidé la fermeture de l'Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès à la suite d'une grève avec occupation des locaux sur les mêmes mots d'ordre qu'au C.P.R.

Au niveau des ouvriers émigrés marocains, l'Association des Travailleurs marocains en France mène une lutte acharnée contre les soi-disant « amicales » du régime, véritable prolongement de son appareil de répression à l'étranger. Ne se contentant plus d'exporter des travailleurs, le régime marocain inféodé à l'impérialisme exporte également sa police pour réprimer les ouvriers marocains à l'étranger.

Mais les travailleurs marocains, forts du soutien indéfectible de leurs camarades français et émigrés, sont déterminés à dénoncer et à détruire ces « amicales » dirigées par les consuls du régime en France, liées aux patrons et au syndicat jaune: la C.F.T.

C'est pour dénoncer la répression qui s'abat sur les masses marocaines à l'intérieur et à l'extérieur du pays que l'Association des Marocains en France a organisé le 19-11-1973 un meeting international à la Mutualité et le 9-2-1974 une manifestation de masse de Clichy à Gennevilliers.

Les étudiants marocains à l'étranger continuent de populariser les luttes de leurs camarades à l'intérieur. Le 24 janvier 1974, des meetings de solidarité avec la lutte des étudiants et du peuple marocain furent organisés à l'échelle de toutes les fédérations de l'extérieur. Les étudiants de la section de l'UNEM à Bagdad ont occupé le 17-3-74 l'ambassade du Maroc et ne l'ont quittée qu'après avoir obtenu de l'ambassadeur la transmission au cabinet royal, d'un message exigeant le rétablissement de l'UNEM dans sa légalité et la libération de ses militants et responsables. ■

DEUX TRACTS LARGEMENT DIFFUSÉS A L'INTERIEUR DU PAYS :

Le premier par la gauche marxiste-léniniste
Le second par le syndicat national des lycéens

● MASSES LABORIEUSES !

Le régime des spoliateurs, des criminels et des nouveaux colons multiplie ses campagnes de répression et de terreur, par le moyen de ses bandes fascistes à tel point que la répression, l'enlèvement et l'arrestation constituent le pain quotidien des masses populaires dans les villes et les campagnes. Les procédés démagogiques ne parviennent plus à masquer ces crimes perpétrés, chaque jour, contre les masses laborieuses à un moment où elles connaissent une dégradation accélérée de leur condition de vie. L'augmentation exorbitante

du coût de la vie, conséquence de la montée vertigineuse des prix de tous les produits, en particulier des denrées de base comme la farine, l'huile et le sucre, démontre que la politique du pouvoir vise à déposer les masses, à les acculer à vivre dans la misère la plus noire pour que la poignée de compradores au pouvoir partage avec l'impérialisme toutes les richesses nationales.

Dans les usines, les ouvriers subissent l'exploitation forcée des patrons et sont privés de leurs droits syndicaux et publics les plus élémentaires; les militants syndicaux

sont arrêtés et la police intervient directement pour briser les grèves.

Quant à l'augmentation des salaires proclamée par le maître de la clique au pouvoir, elle avait pour but de voiler la réelle augmentation des prix de tous les produits.

D'ailleurs, même là où l'on tente de rendre effective cette augmentation, le pouvoir, en modifiant la réglementation du travail, tente d'en priver les ouvriers (exemple des phosphates) son application dans les autres secteurs reste ignorée.

Les licenciements et l'arbitraire exercée par l'administration à l'en-

contre des ouvriers sont pratique courante et constitue la cause immédiate de la plupart des grèves déclenchées au début de l'année de 1974.

La situation des paysans s'est totalement dégradée: suspension du crédit normalement accordé chaque année pour l'achat des semences (quoiqu'ils le remboursent au prix double au terme de l'année), ce qui a empêché la majorité d'entre eux de labourer leurs terres en raison de la montée des prix des céréales; propagation des épidémies du bétail et l'accroissement de son taux de

mortalité dû à la pénurie des fourrages.

Dans certaines régions, la menace de la disette est telle que les paysans se rabattent en « waynri », plante sauvage comestible, ce qui évoque la triste époque des « bons » (rationnement des denrées de base).

De surcroît, la répression exercée par les « chouyoukh », par les gendarmes et les multiples et continuelles pressions visent à contraindre les paysans pauvres en les expropriant (à Talstante entre autres), à l'exode rural et à rejoindre la masse des chômeurs des villes.

La situation des petits commerçants, des artisans et des marchands ambulants ne diffère guère de celle des autres classes laborieuses.

Les détenteurs des monopoles accentuent leur pression sur les petits commerçants. Les taxes (impôts) et les mesures répressives ne cessent d'augmenter.

Les étudiants et les élèves sont soumis chaque jour à des méthodes répressives, et sont menacés à chaque moment d'exclusion. Les enceintes des établissements scolaires sont constamment violées. Tout cela tra-

duit clairement la politique du régime en matière d'enseignement qui vise à maintenir la jeunesse dans l'ignorance et l'obscurantisme.

Quant aux procès politiques, ils sont devenus quasi quotidiens : depuis le grand procès de Marrakech jusqu'aux derniers procès en passant par ceux de Kénitra et de Casablanca sans oublier aussi ceux qui se préparent actuellement (procès de cinq militants à Casa dont Menebhi et Abd El Wahid, El Kébir que le pouvoir a nié détenir dans ses geôles lors du premier procès de 36 militants marxistes léninistes à Casa, procès de 69 militants démocratiques, procès des militants de l'UNEM actuellement incarcérés à la prison El Alou à Rabat.

Les exécutions se multiplient et les prisons regorgent de militants.

Mes centaines sont arrêtés depuis mars 1973 et leur sort reste inconnu.

Toute la tribu de Taslante est en prison, les enlèvements sont devenus pratique quotidienne.

Les quartiers sont encerclés ; le régime des tortionnaires sanguinaires ne se contente plus seulement de réprimer et de condamner les mas-

ses populaires à la famine mais invente des méthodes plus viles : ainsi, une élève du Lycée Chawki fut-elle enlevée et violée au commissariat El Maarif à Casa par une de ses bandes spéciales. De même une autre élève du Lycée Zinet Anafzawya fut rossée et abandonnée dans un état grave et ceci à la suite de la grève menée par les élèves de Casa pour protester contre les atteintes portées à la dignité du peuple.

Le pouvoir commet tous ces crimes à un moment où il entreprend une large propagande autour des valeurs islamiques et s'érige en défenseur de ces dernières.

La politique de cette minorité de spéculateurs de nouveaux colons au service du capital étranger, se caractérise ainsi par l'expropriation des paysans, l'exclusion des élèves de leurs lycées, l'aggravation de quotidiens, l'exportation des citoyens et des citoyennes, pour les lectures et individuelles, les procès de l'exploitation, les arrestations collectives et étrangères et l'absence de garanties de travail...

Masses laborieuses de notre peuple !

La situation que vivent l'ensemble des classes (en contradiction avec la bourgeoisie compradore) exige de nous l'unité et l'engagement dans la lutte, seule voie pour affronter le régime de la répression et de l'exploitation :

Nous devons lutter pour :

1 - Améliorer les conditions matérielles des masses :

- a) rabaisser les prix des produits alimentaires (lutte contre l'inflation) ;
- b) augmenter les salaires ;
- c) mettre fin aux licenciements et brimades contre les ouvriers ;
- d) arrêter l'exode, l'immigration et la paupérisation des paysans.

2. Arracher le droit pour tous au travail ;

3. Arracher les libertés démocratiques : syndicales, politiques et intellectuelles (de pensée) :

- a) droit d'association ;
- b) droit de grève ;
- c) arrêt de la répression contre les organisations syndicales et les partis politiques ;
- d) liberté de presse.

4. Libérer tous les détenus politiques, marxistes léninistes, démocrates et patriotes. ■

TRADUCTION DU COMMUNIQUÉ DU SYNDICAT NATIONAL DES LYCÉENS

Camarades Lycéennes et Lycéens,
Camarades enseignants,
Parents d'élèves et compatriotes,

Le 25 janvier 1974, lors de la fête du nouvel an (de l'hégire), un agent de la répression marocaine a porté atteinte à l'intégrité physique et morale d'une élève du lycée Chawki, après son incarcération au commissariat de police de Maarif, à Casablanca.

Nul doute que le silence de la machine répressive policière cherche à camoufler avec la complicité de la directrice dudit lycée cet acte horrible et à disculper l'auteur de cette lâche agression. Comble d'ironie, ces éléments ignobles cherchent à défigurer la réalité d'un tel crime par la diffusion d'informations calomnieuses et mensongères contre notre camarade lycéenne. Cette falsification de la réalité vise à nous démobiliser et à détourner l'attention de l'opinion publique marocaine d'une violation si horrible de la liberté individuelle.

Notre camarade a été arrêtée et en plein jour par des agents de la répression policière. Brimée physiquement, elle a subi l'inqualifiable agression d'un agent de la répression dégénéré en brute sauvage pour assouvir son avidité sexuelle de bête féroce.

Libérée après un tel traitement animal, notre camarade fut arrêtée à nouveau et en pleine salle de classe le 28 janvier 1974 par le même agent ignoble et ce avec la complicité, une fois de plus, de la directrice de l'établissement.

Cette arrestation arbitraire est une atteinte flagrante à la liberté et un abus d'autorité manifeste. Elle est l'expression concrète du terrorisme réactionnaire dont souffrent les masses populaires marocaines, hommes et femmes, sous les bottes des agents de la répression.

Le traitement barbare que notre camarade a subi, des centaines de milliers de patriotes marocains le subissent sous des formes multiples et variées aussi bien dans les villes que dans les campagnes.

Aujourd'hui et au point où en sont les choses, de telles brutalités policières n'étonnent plus personne. Des milliers de patriotes moisissent dans les geôles pleines à craquer. Les condamnations à mort avec exécution sont devenues monnaie courante dans notre pays.

Il est de notre devoir de mettre fin à cet autoritarisme. Nous devons imposer le respect des libertés publiques et individuelles dans notre pays.

Il ne dépend que de nous d'arracher nos droits et nos revendications légitimes.

Le Syndicat National des Lycéens lance un appel à tous les lycéennes et lycéens, à toutes les organisations nationales et à l'ensemble des organisations démocratiques pour dénoncer énergiquement cette ignoble agression contre notre camarade lycéenne.

- Luttons pour que soit puni sévèrement l'auteur de cette agression criminelle.
- Luttons pour imposer le respect des libertés démocratiques et l'inviolabilité de nos établissements scolaires.
- Faisons grève générale le 5 février 1974.
- A bas l'absolutisme et la répression.
- Vive la lutte des masses populaires marocaines pour imposer le respect de la liberté. ■

Communiqué de "SOUFFLE-ANFASSE" diffusé à l'occasion du Meeting International organisé par l'Association des marocains en France

Avec l'exécution le 1 novembre des 15 militants de l'U.N.F.P. condamnés lors du procès de Kénitra, le pouvoir réactionnaire marocain confirme sa volonté de continuer sur la voie de la fascisation et de la terreur. Depuis l'exécution des 11 officiers responsables dans l'attentat manqué d'août 1972, l'appareil policier marocain qui a été restructuré et renforcé par des conseillers-mercenaires brésiliens et iraniens s'est mis à l'œuvre avec un zèle sans précédent. Les attentats orchestrés par la police contre les dirigeants les plus actifs de l'opposition, les arrestations et enlèvements massifs dans les rangs de la gauche marxiste-léniniste, les mesures de dissolution de l'U.N.E.M. et de « suspension » prorogée de l'U.N.F.P. montrent jusqu'à quel point le régime autocratique est décidé à détruire toute organisation en dehors de lui-même. Son but immédiat est d'instaurer un climat de terreur dans le pays en provoquant la confusion des forces politiques et en créant un véritable viol politique autour de lui.

Ce pouvoir qui puise toutes ses forces dans l'efficacité de ses polices sous le patronage de l'impérialisme notamment français et américain, ne néglige pas les manœuvres de diversion destinées à tromper l'opinion nationale et internationale. C'est ainsi que la marocanisation du secteur tertiaire et la récupération des domaines de la colonisation dont les véritables bénéficiaires sont la bureaucratie de l'Etat et la bourgeoisie compradore, ont été présentés au peuple marocain, avec un grand tapage publicitaire comme un « tournant décisif » dans la politique du régime. C'est ainsi aussi que ce régime connu pour sa collusion avec le sionisme international a sournoisement envoyé des troupes militaires

sur le front syrien dans le but de rompre son isolement à l'échelle du monde arabe. C'est d'ailleurs à l'ombre de la guerre du Proche-Orient que l'autocratie a accompli son crime, odieux du 1er novembre en exécutant Dahkhoun et ses camarades à Kénitra non loin de la base militaire yankee de Sdi-Yahya, relai de ravitaillement de l'armée sioniste. Mais la répression féroce qui s'abat sur les militants progressistes et révolutionnaires n'est que le visage flagrant de l'oppression et de l'exploitation économique et politique que subissent les masses laborieuses marocaines. La classe ouvrière marocaine qui subit, comme les autres classes du peuple, l'arbitraire et l'absolutisme du régime affronte, en plus, l'exploitation éhontée du capital impérialiste. Alors que le salaire moyen de l'ouvrier marocain ne dépasse guère 250 F par mois, le capital impérialiste licencie par centaines les travailleurs pour mieux exploiter les énergies économiques et humaines du pays. Dans les campagnes, l'exploitation croissante des paysans pauvres par les propriétaires fonciers, appuyés par l'appareil administratif accroît d'année en année l'armée des chômeurs dont le nombre dépasse très largement le million.

A la crise économique et politique qui sévit dans le pays, le pouvoir n'a d'autre solution à apporter que le renforcement de son dispositif policier et d'offrir des garanties supplémentaires à l'impérialisme pour s'assurer une protection.

Dans la situation politique actuelle caractérisée par un renforcement de la répression des masses populaires, deux dangers de nature différente pèsent sur le pouvoir : soit un coup d'Etat militaire qui balaye-

rait la monarchie mais ne changerait nullement la domination de classe existante, soit le développement d'un mouvement de masse de grande envergure et duquel naîtra inévitablement l'arme qui renversera l'ordre social actuel: le parti du prolétariat allié à la paysannerie pauvre.

Le devoir des militants progressistes et révolutionnaires, aujourd'hui comme hier, est de renforcer et d'unir le front des luttes populaires aussi bien à la ville qu'à la campagne. Toute illusion répandue sur un changement provenant des

officiers putschistes contribue objectivement à altérer la conscience révolutionnaire du peuple, à émousser la combativité des masses en les rejetant dans l'expectative.

En appelant à l'unité dans la lutte à la base, la gauche marxiste léniniste continuera à mener un combat acharné contre les courants bourgeois au sein du peuple, qu'il s'agisse du réformisme ou du révisionnisme, afin de réaliser l'objectif immédiat de l'étape: construire le parti de la classe ouvrière solidement allié à la paysannerie pauvre.

« ANFASS » (« SOUFFLES »)

DES REMOUS AU SEIN DE L'ARMÉE MAROCAINE

Lettre de Rabat - Mars 1974.

A Rabat, le black-out le plus complet est imposé sur les informations à ce sujet. On peut néanmoins faire le point sur le regain d'agitation dans les F.A.R.

Il est à peu près sûr, d'abord, que des officiers ont été arrêtés au mois de février dernier, à la suite de la découverte d'une nouvelle conjuration. Un capitaine serait même passé à l'acte...

Les barrages établis depuis plusieurs semaines sur les routes du pays, ont pour but d'arrêter d'autres militaires en fuite. Entre Rabat et Tétouan, il n'y avait pas moins de onze barrages la première semaine de ce mois de mars.

Les recherches acharnées concernent également des prisonniers qui se sont enfuis de la prison centrale de Kénitra. Si l'identité de ces derniers n'est pas encore connue, on sait par contre qu'ils ont bénéficié de la complicité des gardiens. Et il est probable qu'il s'agit de militaires condamnés après les deux coups d'Etat.

Mais l'élément le plus important est sans doute ce qu'on appelle désormais l'affaire des armes de Casablanca. Affaire qui reste mystérieuse par bien des aspects, mais qui n'en indique pas moins que l'armée n'a pas conjuré ses démons anti-royalistes.

Voici les faits: un important stock d'armes arrive au port de Casablanca. Destinataires: les F.A.R. Des officiers se présentent pour en prendre livraison. Les formalités sont accomplies sans problème et les armes sont embarquées dans des camions qui s'ébranlent. Plutôt par routine que par méfiance, un policier des renseignements généraux informe ses supérieurs. Et l'on découvre que ni l'Etat-Major, ni aucune autre instance des F.A.R. n'est au courant. Aussitôt des mesures sont prises pour rattraper les camions, mais en vain.

Voilà ce qui a filtré jusqu'à présent. De nombreuses ques-

tions viennent à l'esprit: s'il s'agit, comme c'est vraisemblable, de véritables officiers, jusqu'où vont les complicités? Qui a envoyé les armes, etc. On ne peut pour l'instant qu'émettre des hypothèses pour répondre à ce genre de question. Mais ce qui est certain, c'est que l'armée « remet ça ».

Quelle que soit l'ampleur de cette nouvelle conjuration, elle bouleverse totalement la conjoncture politique actuelle.

Il est probable qu'on se retrouve dans le climat qui existait entre les deux tentatives de putsch (1971-72). Alors on se souvient, toutes les forces politiques agissaient (ou réagissaient) en fonction d'un coup imminent de l'armée. Les projets réels ou supposés de l'armée entraînent dans tous les calculs. En particulier, le Palais et la « Koutla » négociaient. Mais c'est l'armée qui, en fait, menait le jeu. Ces supputations n'étaient pas d'ailleurs erronées, puisque le 16 août 1972...

Après l'attentat contre le Boeing, les choses en allèrent autrement, et pour Hassan et pour les partisans de putschs « progressistes »!

On désespéra alors de l'armée qui semblait condamnée irrémédiablement à l'échec. La répression (exécution d'Amokrane et ses compagnons après la liquidation d'Oufkir) renforça ce sentiment. Après l'envoi des unités marocaines au Moyen-Orient, le loyalisme de l'armée semblait confirmé par le zèle qu'elle montra à réprimer, particulièrement à Khénifra, le mouvement du 3 mars.

Les remous qu'on décèle aujourd'hui remettent tout en question.

Hassan II demande à Sadate (voyage de Dlimi au Caire) de prolonger le séjour du contingent marocain sur les bords du Nil. Et l'armée va à nouveau préoccuper les colmateurs de brèches de tout accabit. Toutes choses que nous avons déjà vues entre le 10 juillet 1971 et le 16 août 1972. ■

Le comité de lutte contre la répression au Maroc : tirer la leçon

A la demande des militants marocains, il y a deux ans, des camarades français créaient le « Comité de lutte contre la répression au Maroc » (1). La revue « Souffles » venait d'être interdite, ses principaux animateurs arrêtés et la gauche révolutionnaire particulièrement visée.

Depuis lors, la situation politique au Maroc a évolué; l'ampleur de la répression aussi. Le comité en tient compte pour tirer la leçon de deux années de lutte contre la répression.

Très tôt s'est posée la définition des bases politiques sur lesquelles fonder l'action du comité. Deux données étaient à prendre en considération :

— L'évolution du caractère des luttes au Maroc et l'émergence d'une force révolutionnaire: les camarades marocains demandent aux militants français un soutien large qui soit efficace pour faire reculer le pouvoir tortionnaire mais ils refusent de concevoir ce soutien du strict point de vue humanitaire et l'estiment indissociable d'une popularisation des luttes.

— la nature des liens que l'histoire d'une colonisation et d'une pseudo indépendance a tissés entre la France et le Maroc: se déterminer clairement par rapport à ces liens signifie, pour les camarades français et marocains, situer la solidarité de leur combat sur le terrain de la lutte anti-impérialiste.

Sur de telles bases, le comité a développé son action, l'orientant suivant les périodes, alternativement ou de façon concomitante, dans plusieurs directions.

INFORMATION-POPULARISATION :

Sur la répression; sur les luttes dans les villes et les campagnes; sur la nature réactionnaire du régime; auprès de la presse et des organisations politiques. Avec des moyens limités qui se perfectionnent peu à peu: aucun organe de presse ne peut plus prétendre n'être pas informé sur la situation au Maroc. L'expérience de nos relations avec la presse est d'ailleurs pleine d'enseignement: la position du Maroc, sur l'échiquier impérialiste français est suffisamment stratégique pour se refléter au niveau de l'information. Le blocage est systématique sous forme de refus non déguisé ou de subtile auto-censure préventive... A quelques brèches près-résultat non négligeable des efforts du comité - ce mur de silence est l'oeuvre de toute la presse, même de celle qui se proclame dé gauche ».

« Le Nouvel Observateur », par exemple, ne parle plus du Maroc qu'à travers des annonces publicitaires pour les touristes. Sauf quand l'événement a fait la « une » des quotidiens, qu'il est donc l'événement du pouvoir (la « tragédie » de Skirat, l'attaque du bœing royal etc...). Mais, de la répression, des tortures, de l'exécution en novembre 1973 de 15 militants politiques: pas un mot! Il arrive aux camarades marocains en lutte de s'interroger sur la ligne qui démarque, en France, les amis et les ennemis.

ASSISTANCE JUDICIAIRE

Depuis deux ans, la multiplication des arrestations et des procès a amené le comité soit à provoquer l'envoi d'observateurs, d'avocats ou de missions d'enquête soit à s'associer aux initiatives analogues prises par d'autres. Le soutien du comité s'adresse à toutes les victimes de la répression, l'été dernier, il a apporté son aide aux accusés des procès de Casablanca et de Kenitra.

SOUTIEN AUX ORGANISATIONS D'ETUDIANTS ET DE TRAVAILLEURS MAROCAINS

Dès 1972, le comité s'est trouvé en relation permanente avec l'UNEM par l'intermédiaire de ses militants en France. Des meetings communs — le dernier au moment de l'exécution des militants condamnés à Kenitra — des diffusions de tracts et d'affiches pendant les procès, la présence des membres du comité et des étudiants dans toutes les manifestations en faveur du peuple palestinien, telles ont été quelques-unes des formes concrètes de notre solidarité qui visait à dénoncer notamment l'interdiction de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc et la disparition de certains de ses dirigeants.

Il va de soi que nous sommes en même temps très vigilants quant à la situation en France même de nos camarades marocains. C'est ainsi que nous sommes intervenus pour faciliter la protection juridique de certains étudiants en butte à des difficultés ou des tracasseries de divers ordres. C'est ainsi surtout que nous apportons notre soutien à la seule organisation qui représente de façon démocratique les travailleurs marocains: l'Association des Marocains en France (AMF).

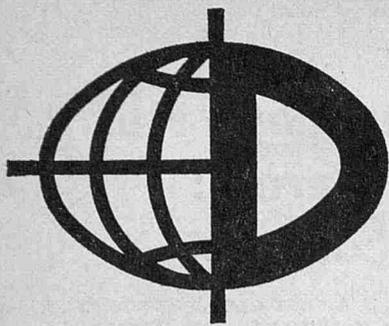
Déjà, par la publication les prochains jours d'une brochure qui explique les mécanismes de la coopération culturelle (2) et technique en les présentant comme partie intégrante de la domination impérialiste, le comité entre dans une nouvelle phase d'activité. Il n'est pas question de négliger l'information, elle demeure prioritaire et fondamentale. Il n'est pas question non plus de négliger l'envoi des avocats ou des observateurs; le projet d'un collectif juridique prêt à intervenir rapidement au Maroc n'est plus une utopie.

Est-ce abusif de constater qu'il était dans sa nature de n'être pas tant un comité de lutte contre la répression qu'un comité de lutte pour le peuple marocain.

avril 1974 ■

(1) Comité de lutte contre la répression au Maroc, 78930 GUERVILLE. Toute aide financière doit être adressée à Madame MOREL C.C.P. La Source 31-561-17.

(2) La brochure, destinée aux coopérants qui s'apprentent à partir pour le Maroc est disponible sur commande à l'adresse du Comité (Prix: 3 F.).



documents

DE "PALESTINE-REVOLUTION"

L'ORGANE DE L'O.L.P.

la présence nationale...alternative à l'occupation et à la tutelle

Un débat démocratique intense s'est instauré au sein de la Révolution palestinienne, surtout depuis le début du désengagement sur le front égyptien. Tout en soutenant les thèses du F.D.L.P. sur l'appréciation de l'étape et de la tactique à adopter dans le cadre de la stratégie globale de la révolution palestinienne (libération de toute la Palestine), nous publions ci-dessous, l'éditorial paru dans le numéro de « Palestine Révolution » du 20 février 1974 et traduisant les positions communes de trois organisations : Fatah, F.D.L.P. et Saika.

EN 1948 l'impérialisme, le sionisme et la palestinienne, se la partageant entre eux, réaction arabe démembrèrent la patrie suivant un plan visant le raffermissement de la domination et de l'exploitation impérialiste sur notre pays.

Le peuple palestinien fut dépossédé en conséquence de son droit légitime à son autodétermination sur sa terre. Bien plus, il fut chassé par la violence de sa terre et, sur les débris de son entité nationale brisée, une entité sioniste allait être bâtie. Elle servira historiquement d'instrument d'agression dirigée par l'impérialisme contre les forces de libération et de progrès arabes. Parallèlement à cette entité base impérialiste, une entité, la Jordanie fut créée afin d'assimiler notre peuple et de servir d'isolant armé défendant les frontières orientales de la base sioniste. Il s'agissait d'éluider par la force l'existence nationale palestinienne et de lui substituer par la répression une identité et une patrie incarnée par le royaume jordanien. Le régime jordanien domine de la sorte la Cisjordanie : cette partie de la Palestine qui avait échappé à l'occupation sioniste... L'impérialisme et le sionisme comprenaient bien que si ils laissent au peuple palestinien des fondements à son existence, celle-ci ne tarderait pas à se cristalliser dans la revendication de la terre nationale usurpée par le sionisme.

Mais ce plan impérialiste ne fut pas couronné de succès, car la révolution palestinienne éclata pour constituer une réponse historique et révolutionnaire à l'implantation sioniste et au partage de notre patrie entre la base impérialiste et la réaction arabe de l'époque.

Par sa lutte héroïque, menée au cours des dix dernières années, le peuple palestinien, soutenu par le mouvement de libération national arabe et internationale, a fait sa réapparition et a reconstitué sa personnalité nationale à travers sa révolution armée, mettant de ce fait en échec le plan impérialiste visant l'anéantissement de sa présence et de son identité.

La personnalité nationale palestinienne constitue aujourd'hui une réalité matérielle fortement enracinée historiquement et cela malgré la sauvagerie du complot impérialiste qui en connaît bien la signification véritable : à savoir l'incarnation de cette personnalité dans une existence nationale indépendante spécifiée de sorte à constituer une alternative historique progressiste à la présence impérialo-sioniste.

La guerre d'octobre, en imposant de nouvelles réalités sur le plan militaire et politique, a renforcé la personnalité nationale palestinienne et a cristallisé clairement les objectifs de cette guerre en ce qui concerne sa dimension palestinienne : la sauvegarde des droits nationaux du peuple palestinien dans les territoires qui seront libérés de l'occupation.

Les conséquences de la guerre d'octobre, la fermeté de la résistance palestinienne au long des années, et la détermination du peuple palestinien à résister à l'occupation, entraînent l'impérialisme américain à multiplier les complots contre le peuple palestinien et à nier sa personnalité nationale indépendante, afin de maintenir définitivement la base sioniste et sa prolongation en Jordanie.



Face au complot impérialo-sioniste-réactionnaire contre l'identité nationale palestinienne, contre le droit légitime de notre peuple à l'autodétermination, et contre sa présence nationale indépendante, la résistance palestinienne soumet à notre peuple en lutte, aux mouvements de libération arabes, aux régimes nationaux, et aux forces progressistes et démocratiques dans le monde, son analyse de la situation actuelle et de son évolution possible. La clarté de notre position et de notre objectif sera une arme énorme, décisive aux mains de toutes les forces réunies en vue de s'opposer à l'impérialisme et mettre en échec tous les complots visant à subtiliser les droits du peuple palestinien.

1) La révolution palestinienne lutte pour le droit de notre peuple à l'autodétermination sur sa terre, et pour son droit à y bâtir l'état démocratique palestinien ;

2) L'exercice par le peuple palestinien de ses droits nationaux sur les territoires libérés de l'occupation et ce, en vue d'y réaliser une présence nationale indépendante, est l'unique alternative pour laquelle lutte notre peuple et qu'il oppose à l'occupation sioniste et à la tutelle jordanienne ;

3) Le peuple palestinien dans les territoires occupés et en Jordanie soutient fortement la révolution, unique représentant de notre peuple, et prend un position ferme face à tous les plans visant à étudier son identité nationale et à remettre sa patrie au régime jordanien ;

4) L'O.P.L.P., qui est le cadre de la lutte nationale palestinienne, et l'unique représentant du peuple palestinien, rejette toute participation petite ou importante de la part du régime jordanien à l'autodétermination du peuple palestinien après le retrait de l'occupation, et affirme que notre peuple, sous la direction de sa révolution, sait bien comment sauvegarder ses droits nationaux, et comment traduire l'existence de l'entité nationale indépendante qui constituera objectivement le commencement de la fin pour la présence sioniste dans notre patrie.

La révolution palestinienne, est, actuellement, fortement préoccupée des tentatives visant à remettre les territoires palestiniens au régime jordanien sous l'égide américaine. Tentative dont l'objet est de faire échec à la naissance de notre peuple, libre, sur son territoire, et qui n'est pas sans rappeler les complots impérialistes tramés contre notre peuple en 1948.

La révolution palestinienne qui dirige la lutte nationale palestinienne a défini nettement et en toute responsabilité nationale que l'objectif central de sa lutte pour l'étape actuelle est d'assurer la récupération des territoires palestiniens par le peuple palestinien afin qu'il y exerce ses droits nationaux et qu'il y construise son existence nationale indépendante.

En vue de la réalisation de cet objectif central, la résistance appelle toutes les forces nationales arabes et les forces amies à multiplier leurs luttes afin de tenir en échec le plan américano-sioniste-jordanien qui vise à briser le peuple palestinien et liquider les apports positifs de la guerre d'octobre.

La tâche immédiate qui s'impose aux régimes nationaux arabes, aux mouvements de libération arabes ainsi qu'au camp de nos amis dans le monde, est de lutter aux côtés de la révolution palestinienne pour faire vigoureusement face au complot impérialiste visant à anéantir l'identité nationale palestinienne. ■

STRUCTURES SOCIALES EN MAURITANIE

Le domaine social est précisément celui qui reflète le mieux, et dans toutes ses horreurs, la nature réactionnaire et antinationale du régime de Daddah. En effet, bien que le pays soit officiellement indépendant depuis dix ans, les conditions de vie des masses empirent de plus en plus.

L'impérialisme et la féodalité se livrent à l'oppression la plus barbare des masses populaires. L'analphabétisme sévit à grande échelle. Les langues des minorités nationales ne sont l'objet d'aucune mesure de développement ni d'enseignement ; l'officialisation de l'arabe n'est, en fait, qu'une mesure démagogique et bureaucratique.

En outre, des milliers de personnes meurent chaque année de maladies de plus en plus répandues telles que la tuberculose, le paludisme, la lèpre, la méningite, le choléra, etc.

L'annuaire statistique indique qu'on ne compte, pour l'ensemble du pays, que 25 médecins, essentiellement concentrés dans les villes, dont 4 seulement sont mauritaniens.

L'inemploi, le chômage, la vie chère, la corruption sévissent à très grande échelle.

Cependant, cette situation douloureuse n'est pas le fait du hasard ; elle est le résultat de la politique antinationale de Daddah qui est l'expression des intérêts de l'impérialisme et des classes sociales exploiteuses du pays. C'est pourquoi, notre rôle, en tant que composante du mouvement démocratique révolutionnaire de notre pays, est avant tout de comprendre et d'analyser correctement ces structures sociales et les contradictions entre le peuple mauritanien et ses ennemis de l'extérieur et de l'intérieur. Dès lors, nous pourrions distinguer les classes opprimées objectivement révolutionnaires que nous devons servir et les forces contre-révolutionnaires que nous devons combattre.

Une analyse globale de la société mauritanienne montre qu'il y a des classes et couches exploitées et opprimées dont l'ensemble constitue l'immense majorité du peuple face à une minorité de profiteurs et d'exploiteurs alliée à l'impérialisme international et particulièrement français.

1. La bourgeoisie politico-bureaucratique

Elle se compose essentiellement des « responsables » centraux de l'Etat, des hauts fonctionnaires de l'administration centrale et régionale, des responsables du soi-disant Parti du « Peuple » Mauritanien (ministres, députés, secrétaires généraux des ministères, directeurs de services, gouverneurs, secrétaires fédéraux du parti et autres hauts fonctionnaires civils et militaires). Cette classe a connu une extension rapide depuis « l'indépendance ». Si, à l'origine, elle était surtout constituée de fonctionnaires et agents que le colonialisme avait formés pour les besoins de son administration et auxquels il a « transféré » le pouvoir lors de la pseudo-indépendance, par la suite, elle a pu obtenir et acquérir partiellement à sa mentalité la plupart des universitaires nouvellement formés.

Grâce à sa collaboration étroite avec la classe des féodaux dont elle est, en grande partie, issue, grâce surtout au soutien que lui procure l'impérialisme en échange de sa servilité à son égard, cette bourgeoisie politico-bureaucratique exerce sa domination sur tout l'appareil de l'Etat et se livre, de manière aussi insolente que cynique, à toutes sortes de corruption, de trafic d'influence, de dilapidation de deniers publics et d'igno-

L'U.G.E.S.M. (Union Générale des Etudiants et Stagiaires Mauritaniens) composante dynamique du mouvement démocratique de masse, en lutte contre l'impérialisme et son instrument local, le régime Ould Dadah. Nous avons toujours insisté dans nos colonnes sur la nécessité de réaliser une unité dans le combat anti-impérialiste des peuples marocain et mauritanien face à la collaboration de Ould Dadah - Hassan II, notamment dans le domaine de la répression. Voici un document de base de l'U.G.E.S.M. sur la situation sociale en Mauritanie.

bles injustices envers le peuple. Du reste ce dernier n'a aucun moyen légal de contrôle ou de critique sur le pouvoir politique monopolisé par une clique de pourritures dont le chef de file est Ould Daddah, lui-même agent n° 1 de l'impérialisme dans notre pays.

2. La bourgeoisie compradore

Encore embryonnaire mais appelée à se développer en raison des lois immanentes du système néo-colonial, elle est constituée par les grands commerçants dont l'activité essentiellement l'import-export et le transport. C'est uniquement pour les servir que la SONIMEX a été créée. C'est cette bourgeoisie qui, le plus souvent, possède les boutiques, les villas, les taxis gérés sous un autre nom ; elle dispose également de grands troupeaux de bétail.

En plus de sa cupidité, deux traits marquants caractérisent cette couche de la bourgeoisie :

- sa principale activité économique et politique est entièrement liée au capitalisme étranger, c'est-à-dire à l'impérialisme ;
- c'est la couche qui défend ses intérêts de classe avec le plus de conséquence et de persévérance. Aussi, elle soutient et participe largement au régime néo-colonial et anti-populaire.

Son interpénétration avec la bourgeoisie politico-administrative et son désir d'évincer celle-ci et confisquer tout le pouvoir politique pour consolider encore mieux sa base économique, font qu'une sérieuse lutte pour le pouvoir se déroule depuis un certain temps entre ces deux « clans » de la bourgeoisie réactionnaire de notre pays. Cette bourgeoisie compradore liée à l'impérialisme et ultra-réactionnaire est représentée par des individus de triste renommée comme Khayar, ancien maire de Nouakchott, Ould Hammoud, administrateur de la SUNIMEX, etc...

3. Les féodaux

La féodalité, c'est-à-dire le système social basé sur la propriété du seigneur féodal, sur les moyens de production et sa propriété limitée sur le travailleur, avec les particularités qu'elle présente en Mauritanie, coexiste dans notre pays avec l'esclavage et constitue la base des rapports de production du secteur rural de notre économie nationale.

Partout, dans notre pays, l'idéologie féodale domine dans une large mesure, spécialement dans les campagnes où la vie sociale est régie par un ensemble de traditions (attachement aux valeurs rétrogrades du passé, mépris du travail manuel et des classes laborieuses, écrasement de la femme, etc...). Ces traditions favorisent et maintiennent la division de la société en couches où la place de l'individu dans la production et dans la hiérarchie sociale est déterminée par sa naissance et par son sexe.

Les structures féodales présentent des nuances importantes selon les différentes nationalités : Arabe, Hal Poular, Soninke et Ouolof. Cependant, les seigneurs féodaux appartiennent généralement à deux groupes différents de par la spécificité de leur autorité :

- autorité religieuse : ce sont par exemple les grands cheikhs, les grands marabouts ou almamys, etc., issus généralement et respectivement des Arabes et des Hal Pular des castes Zwaya et Torobé ;

- autorité guerrière : ce sont par exemple les Emirs (dont la férocité est connue de tout le monde), certains chefs de tribus Hasan chez les Arabes, Sebbé et parfois Torobé chez les Hal Pular.

Quelle que soit leur autorité, les grands féodaux sont généralement les plus grands possesseurs des terres, des animaux et des esclaves.

L'introduction des rapports de production capitalistes a provoqué la déchéance de certains d'entre eux. La tyrannie des grands féodaux, les multiples injustices qu'ils font subir au peuple sont couvertes et officiellement cautionnées par le régime néo-colonial en contrepartie naturelle au soutien indispensable qu'ils apportent à la survie de ce régime de démission nationale.

1. La petite bourgeoisie urbaine

Assez hétérogène, cette classe comprend les couches suivantes qui forment une partie importante du peuple et dont les membres vivent généralement chacun du fruit de son travail.

a) Les intellectuels

Ce sont les scolaires mauritaniens, élèves, stagiaires, étudiants, les instituteurs et autres enseignants du primaire, les professeurs du secondaire, les ingénieurs, les médecins, etc...

La vaillante lutte que mènent nos camarades élèves depuis plus de trois ans pour l'amélioration de leurs conditions de vie et d'études et leur farouche opposition à la politique réactionnaire du régime fantoche et de ses traîtres impérialistes dans notre pays est un exemple qui force l'admiration de tous. Le courage et la clairvoyance dont ils ont fait preuve dans la concrétisation de leur unité, la préservation de celle-ci contre les innombrables tentatives de division sont pour nous d'un service inestimable dans la réalisation de notre propre unité. Pour les autres catégories de cette couche, observons que dans l'immense majorité des cas, tous accomplissent un travail insuffisamment rémunéré.

Bien qu'hésitante par nature à des degrés divers, cette couche présente néanmoins d'importantes potentialités de lutte lui permettant de s'opposer à l'impérialisme et aux réactionnaires de l'intérieur, ce qui fait d'elle une alliée relativement sûre du prolétariat de notre pays dans la phase actuelle de sa lutte.

b) Les petits fonctionnaires

La plupart vivent dans des conditions dures, de maigres salaires et sous la sépression. Très souvent, en plus de leur propre famille, ils entretiennent des parents chassés de la campagne par la misère, ce qui contribue encore à aggraver la précarité de leur existence, eu égard aux faibles moyens dont ils disposent. Cette situation a pour effet d'entretenir le mécontentement général

au sein de cette couche et de la rapprocher du mouvement démocratique et révolutionnaire de notre pays, en particulier avec le combat de notre classe ouvrière.

c) Les petits et moyens commerçants

Ce sont généralement des propriétaires de petites et moyennes boutiques, les intermédiaires (courtiers, ...).

Ils sont écrasés par les compradores et par l'Etat néo-colonial au travers des dures conditions existantes pour l'établissement de leur commerce (taxes, patentes, douane). Les dernières dispositions en matière commerciale fixant un capital minimum pour avoir droit aux licences d'importation, les place dans une situation extrêmement difficile, tout en renforçant du même coup le monopole des compradores.

La couche des petits et moyens commerçants peut certainement être mobilisée dans la lutte anti-impérialiste.

d) Les artisans

Malgré le fait qu'ils se regroupent de plus en plus dans les centres urbains, ils continuent à subir l'oppression directe, dans la majorité des cas, de la part des féodaux et plus généralement du système féodal. Ce sont les cordonniers, les forgerons, les bijoutiers, etc... Leur production subit directement la concurrence des objets manufacturés provenant des pays impérialistes. Leurs conditions de travail et leurs moyens de production n'ont eu aucune amélioration malgré le tapage que les autorités fantoches de Nouakchott font sur la promotion et le développement nécessaire de l'artisanat en vue d'une meilleure exportation dans ce domaine.

Les conditions de vie de cette couche se dégradent de jour en jour, son mécontentement est grandissant ; elle peut être mobilisée pour la lutte anti-impérialiste.

2. Les cultivateurs et éleveurs

Nous avons déjà mentionné la domination exercée sur ces deux catégories raciales par les féodaux. Examinons à présent les conditions spécifiques et la composition de chacune d'elles.

a) Les éleveurs

L'annuaire statistique de 1968 indique que les nomades, donc essentiellement les éleveurs, constituent 80 p. 100 de la population totale du pays. Ils vivent principalement des produits de leur élevage dont les nécessités les obligent à se déplacer constamment à la recherche de pâturages nouveaux.

Certains d'entre eux pratiquent des cultures saisonnières pour subvenir au moins à une partie de leurs besoins en céréales surtout. Généralement une grande partie de ces éleveurs bergers gardent en famille des troupeaux appartenant à des familles féodales ou à la bourgeoisie urbaine. Certains, cependant, jouissent de la propriété des animaux qu'ils élèvent mais ils doivent presque toujours payer un tribut

aux émirs et autres grands féodaux de la région où ils vivent.

Les FOULBE sont ceux qui essentiellement s'occupent de l'élevage au sein de la nationalité Hal Pular. Ils sont écrasés par les vexations de l'administration Daddah et les impôts exorbitants.

D'une façon générale, le faible rendement des troupeaux (10 % pour les bovins, 30 % pour les ovins et caprins, 8 % pour les chameaux, selon le plan quadriennal 1963-1966), les conditions extrêmement désavantageuses de la commercialisation de leur production, commercialisation qui, « dans sa forme coutumière prive l'éleveur d'un manque à gagner important » (plan quadriennal), les dernières années de sécheresse, la négligence totale enfin dont fait preuve le régime à leur égard, font que les conditions de vie des éleveurs mauritaniens se dégradent à une allure effarante. On comprend dès lors que le plus grand nombre d'entre eux abandonnent leur vie de nomades désormais impossible et viennent grossir les rangs des inemployés et chômeurs des agglomérations urbaines (bidonnettes à Nouakchott, etc.).

b) Les cultivateurs

Après les éleveurs, les cultivateurs constituent la couche sociale la plus nombreuse en Mauritanie. Ils sont surtout groupés dans le Sud du pays où la proximité du fleuve permet de faire deux récoltes par an. Au sud, comme partout ailleurs dans le pays, la grande majorité des cultivateurs vivent comme métayers sur des terres ne leur appartenant pas.

La pratique du métayage la plus répandue au sud est celle du « scem peccen » (qui signifie « cultive et nous partageons »), du moins chez les Hal Pular. Au sein de cette nationalité, la quasi-totalité des terres appartenait aux grands Torobé, Sebbé et Dialtabé. Le prix exorbitant du métayage s'ajoute à la faible productivité due surtout aux instruments de production archaïque et au caractère arriéré des rapports de production, pour aggraver la précarité de la condition des cultivateurs mauritaniens qui sont, de ce fait, le plus souvent obligés de chercher à vendre leur force de travail ou de pratiquer d'autres activités subsidiaires (chasse, cueillette) pour subvenir à leurs besoins essentiels.

Les pêcheurs (essentiellement les Subalbé, certains Walo-Walo, les imragen) sont assimilables sur le plan de leurs conditions de vie et de leur tendance politique à la paysannerie. C'est également le cas des artisans vivant dans la campagne et qui subissent généralement la domination des grands féodaux.

Nous nous arrêtons un moment sur une partie importante des cultivateurs et éleveurs mauritaniens, les esclaves, les Haratine et les Zenaga dans la nationalité arabe ; les Komo et les Gallunkobé chez les Soninké et les Hal Pular. Ce sont les couches sociales les plus féroceement opprimées dans les campagnes mauritaniennes ; la misère la plus noire, l'ignorance, le mépris, les châtements corporels (esclaves) sont leurs lots quotidiens.

Ce sont eux qui fournissent l'essentiel de la grande partie de la société. Bien que le travail productif faisant vivre la plus grande partie de la population soit le régime Daddah soit l'allié et le garant des intérêts des grands féodaux et maîtres d'esclaves, la pénétration de l'économie capitaliste dans les campagnes est en train de battre en brèche ce type de rapports sociaux. Il s'agit à d'ailleurs d'un processus irréversible.

En somme, les conditions d'existence de notre paysannerie sont telles que nécessairement, cultivateurs et éleveurs se révolteront contre le régime néo-colonial de Daddah et ses alliés féodaux. Elle constitue la force principale dans la lutte de libération nationale et l'alliée la plus sûre du prolétariat.

3. Le semi-prolétariat urbain

Dans la majorité des cas il s'agit de paysans ou de fils de paysans qui viennent chercher un emploi temporaire en ville pour la saison entre deux hivernages. Ils se font souvent ouvriers non spécialisés domestiques, petits employés de boutique (wogawo), pour ceux qui trouvent à s'employer. La plupart se trouvent en butte au chômage chronique. Les conditions de vie font de ce semi-prolétariat un allié ferme de la classe ouvrière dans la lutte de libération.

4. Le prolétariat urbain

Le prolétariat urbain comprend principalement :

- les ouvriers du secteur minier, groupés surtout à Zouerat, Nouadhibou et Akjoujt ;
- les ouvriers du transport (chemins de fer, chauffeurs, etc.) ;
- les ouvriers des chantiers (routes, bâtiments, etc.) ;
- les ouvriers des ports (dockers) à Nouadhibou et Mouakchott ;
- les ouvriers du secteur d'état (T.P., voirie, etc.) ;
- les ouvrières de l'Office Mauritanien du Tapis (O.M.T.) ;
- les manutentionnaires dans le commerce ;
- le prolétariat agricole est infime en nombre jusqu'à présent.

La classe ouvrière mauritanienne est jeune, elle représente encore un pourcentage très faible de la population active ; mais son nombre ira à coup sûr grandissant au fur et à mesure de l'extension du secteur « moderne » de l'économie du pays. Toutefois, son importance numérique faible est très loin d'être en rapport avec son rôle grandissant dans tout le pays, tant du point de vue économique et social que politique.

a) Sur le plan économique

En 1962 déjà, la population salariée qui représente 5 % de la population active réelle et dont les ouvriers représentent 57 %, contribuait à former les 30 % du P.M.D. (Plan quadriennal 1963-1966).

Si l'on se rappelle qu'en 1962 il n'existait d'ouvriers que chez la seule Miferma pratiquement, on peut imaginer aisément quelle peut être l'importance économique de notre classe ouvrière à présent.

b) Sur le plan social

On peut raisonnablement estimer, dans les conditions de notre pays, que chaque ouvrier mauritanien entretient de son maigre salaire, en tout ou partie, une « famille » d'au moins 5 personnes. De plus on sait que l'origine sociale de la classe ouvrière mauritanienne se trouve être souvent les couches « inférieures » du système féodal.

Ces deux constatations permettent de mesurer l'importance sociale grandissante de cette classe naissante. Ces liens étroits faciliteront et rendront plus puissante la nécessaire alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie.

c) Sur le plan politique

Le rôle d'avant-garde de cette classe, aussi bien dans la lutte revendicative que dans la lutte politique pour les libertés démocratiques en particulier, s'impose de jour en jour. Le gouvernement fantoche le sait et agit bien en conséquence : la répression barbare quotidienne a toujours pour cible principale, chez nous, la classe ouvrière et ses éléments d'avant-garde en particulier.

Cette jeune classe ouvrière connaît des conditions très pénibles :

- salaires très bas, diminués encore frauduleusement par les patrons avec la

complicité des inspecteurs du travail ;

- absence quasi totale de toute sécurité, sécurité sociale, etc ;
- chômage chronique ;
- conditions d'habitat plus qu'insupportables ;
- absence de toute liberté syndicale, notamment sur les lieux de travail ;
- discrimination dans tous les domaines (racial, cf. Miferma) ;
- absence de conventions collectives (dockers, O.M.T., etc.).

De plus, depuis quelques années, sa combativité a été entravée par la trahison des dirigeants du syndicat (U.T.M.) Fall Malick et autres agents à la solde de Miferma et du gouvernement fantoche ; en même temps que le recrutement par le sinistre Miferma de nombreux « briseurs de grève » souvent amenés de l'étranger à cet effet.

Mais tout cela n'a pas empêché les ouvriers mauritaniens de Miferma en particulier, d'entreprendre une série d'actions et grèves dont la plus déterminée jusqu'à présent marque désormais une date importante dans l'histoire de la lutte de libération de notre pays : le 29 mai 1968, journée sanglante de Zouerat.

On sait que le fantoche Daddah, agent servile de la Miferma, envoya alors son armée massacrer les travailleurs en grève pour des revendications de salaires, faisant 90 morts, 350 blessés et des centaines d'arrestations.

Rappelons également l'importante grève des ouvriers de la Sacer sur la route de Rosso-Nouakchott en 1969, la série d'actions et la grève des ouvrières de l'O.M.T. qui montrent, en plus, la prise de conscience de la femme mauritanienne, prise de conscience qui se développe chaque jour davantage.

Mais, ni le monstre de fer de Miferma, ni l'architrâtre assassin Daddah et sa clique ne pourront annihiler le potentiel révolutionnaire de l'héroïque classe ouvrière qui, parce qu'elle incarne les rapports de production les plus avancés dans notre pays, parce qu'historiquement c'est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout ; elle portera haut levé, nous en sommes sûrs, le drapeau de la lutte anti-impérialiste et anti-féodale jusqu'à la victoire finale. Et ni Miferma, ni Daddah ne peuvent empêcher la roue de l'histoire de tourner.

Le peuple mauritanien de toutes les nationalités se dressera en masse, sous la direction de la classe ouvrière, pour anéantir ses ennemis actuels et à venir.

Situation de la femme mauritanienne

Une mention à part mérite d'être faite pour la femme mauritanienne qui, en plus de l'exploitation et de l'oppression qu'elle subit avec tout le peuple mauritanien, est écrasée par le système féodal. Elle est maintenue, pour les besoins de cette exploitation impérialo-féodale, dans une infériorité économique et dans l'ignorance (en 1968, 4,8 % seulement des filles scolarisables étaient scolarisées et seules 2,5 % d'entre elles atteignaient le secondaire) ; elles sont ainsi vouées à la prostitution ou comme une marchandise à être vendues à des maris.

Cette situation fait d'elles une force révolutionnaire importante dans la lutte de libération nationale. C'est pourquoi d'ailleurs leur participation à celle-là grandit chaque jour davantage : lutte des ouvrières de l'O.M.T., participation des femmes à la lutte des forces démocratiques et révolutionnaires à Tidjikja, Maghtalghjar, Nouakchott.

L'impérialisme, pour mieux piller nos richesses et exploiter notre peuple, s'appuie sur une minorité de bourgeois bureaucrates, de bourgeois compradore et de féodaux, auxquels il a délégué une partie de ses pouvoirs. Cette clique de traîtres exerce une

dictature sanguinaire sur notre peuple, le maintient dans l'ignorance et la misère, confisque tous ses droits et lui supprime toute liberté.

Telle est la vérité que ce rapport a voulu illustrer ; telle est la nature de cette contradiction principale qui oppose l'immense majorité de notre peuple à l'impérialisme et ses valets, toutes les autres contradictions (nationales en particulier) sont secondaires. Cette contradiction principale dressera inéluctablement nos masses contre leurs boureaux extérieurs et intérieurs dans un combat à mort pour la libération totale de notre pays, car, en aucun cas, elle ne peut être résolue par la voie des « réformes et du réformisme ». Ainsi nous, étudiants et stagiaires de l'U.G.E.S.M., qui avons choisi de nous ranger inconditionnellement du côté de notre peuple travailleur et de défendre les intérêts de celui-ci, nous devons :

- Nous intégrer aux masses, notamment ouvrières et paysannes, nous lier à elles avec esprit de suite, nous soucier de leurs intérêts et conditions matérielles, apprendre d'elles avant de chercher à être leurs professeurs. Nous devons pour cela, et coûte que coûte, nous débarrasser des séqueles du féodalisme qui se manifestent encore en notre sein ; combattre, extirper de nous-mêmes l'idéologie pourrie que nous a inculquée l'enseignement bourgeois, l'éducation bourgeoise et petite bourgeoise.

- Nous attacher à toujours mieux comprendre la dynamique propre de notre lutte de libération nationale. Pour cela, nous devons approfondir toujours plus notre réflexion sur cette lutte, multiplier les recherches et enquêtes pour critiquer et enrichir l'analyse que nous faisons en général de la société mauritanienne et en particulier celle contenue dans ce rapport, qui est sans aucun doute incomplet et par trop souvent schématique.

- Nous éduquer, nous former pour devenir des cadres techniquement et professionnellement compétents ; mais aussi et surtout cadres politiquement conscients de leurs responsabilités vis-à-vis des masses populaires, capables de les servir avec courage, dévouement et abnégation.

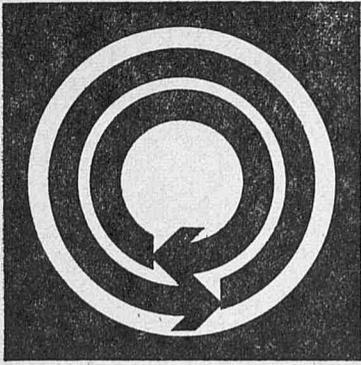
- Combattre nos tendances « naturelles » spontanées et anarchisantes, nous pénétrer de ce principe universel juste qui veut que toute lutte non organisée soit vouée à l'échec à long terme. Pour cela, nous devons travailler à consolider l'unité du mouvement étudiant de notre pays sur des bases justes et conséquentes et contribuer efficacement à l'unité de lutte de l'ensemble des scolaires mauritaniens et l'orienter résolument dans la voie glorieuse de la lutte efficace pour la libération effective de notre pays du double joug de l'impérialisme et du féodalisme.

- Lier nos luttes revendicatives à celles des travailleurs et du peuple mauritaniens. Pour cela, nous devons collaborer le plus étroitement possible avec toutes les organisations et tous les syndicats, réellement démocratiques, pour défendre ensemble nos droits et intérêts communs.
- Entreprendre une étude scientifique et approfondie des expériences révolutionnaires dans le monde, passées et présentes, le développement de la lutte de libération nationale des peuples arabes et négro-africains notamment, en ayant toujours présent à l'esprit l'objectif final : tirer les leçons de ces expériences pour enrichir les nôtres.

- Etre conscients de la nécessaire solidarité militante de tous les peuples en lutte contre le capitalisme, l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme, pour leur indépendance nationale, pour le socialisme.

Pour cela, nous devons soutenir et populariser toutes les luttes héroïques, en particulier leur forme supérieure : LA GUERRE

DU PEUPLE. ■



liaison

La première semaine du mois de mars coïncide avec la célébration mondiale de la lutte de notre peuple au Golfe Arabique et à Oman.

Ce mois est devenu, par excellence, le mois de soulèvement des masses ouvrières à Bahrayne. Aussi l'opinion publique internationale ne l'a-t-elle pas transformé en une occasion de renouvellement de soutien et de solidarité à l'ensemble de ce mouvement de libération.

Cette région du monde connaît cependant des événements d'une gravité extrême. Événements dont le développement, faut-il le rappeler pour qui les suit de près, se caractérisent essentiellement par l'accroissement des agressions impérialistes, foncièrement réactionnaires, contre la révolution au Dhofar. En effet, les preuves affirment que l'ensemble des forces colonialistes et de la réaction collaborationniste visent à briser le noyau central du mouvement de libération arabe : la révolution au Dhofar et sa base arrière, la République Démocratique Populaire du Yémen. Dans cette visée, le colonialisme pétrolier déploie tout son arsenal de guerre : bases militaires, capitaux britanniques, américains et ouest allemands, des mercenaires pakistanais et hindous, des officiers jordaniens, bouchers de Septembre et ennemis déclarés de la révolution palestinienne, des capitaux séoudiens, la complicité de la majorité des gouvernements capitalistes et collaborationnistes arabes, et tout le poids de la puissance sous-impérialiste du Chah d'Iran, etc. Ces forces se rallient ensemble, aujourd'hui, dans un même concert, pour porter un coup dur à l'axe principal de notre résistance : la Révolution au Dhofar. Ces forces multiplient les attaques impérialistes, dont l'Iran constitue le fer de lance par son agression armée contre la ligne rouge du Dhofar : le Dhofar central.

Cette agression impérialiste, réactionnaire, ne se limite pas à ce déploiement gigantesque des forces de massacre et de destruction. Cette volonté de destructions militaires, elle s'étend à une politique de dissémination, de dépravation et de famine, fondée sur un blocus économique — imposé de longue date à l'encontre du Dhofar montagneux — et sur la destruction des récoltes, des puits et du bétail, par le bombardement quotidien de cette région, par l'aviation britannique.

Pour la deuxième fois, et dans l'espace de quelques mois seulement, le « Comité du Service Sanitaire » du Front Populaire de Libération d'Oman et du Dhofar et au Golfe Arabique, a lancé un appel de secours pressant au Croissant et à la Croix Rouge ainsi qu'à toutes les forces patriotiques, appel dans lequel il leur a exposé tous les aspects de la politique de destruction, de dissémination et de guerre

Appel du Front Populaire de Libération de Oman et du Golfe Arabique

Bien que la semaine de solidarité internationale avec la révolution dans le Golfe Arabique et à Oman, ait eu lieu au début de mars, nous publions ci-dessous un appel pressant que le F.P.L.O.G.A. a lancé à l'ensemble des forces démocratiques et révolutionnaires afin que le silence autour des combattants du Golfe soit brisé. Nous associons notre voix à celle de nos camarades du Golfe afin que d'urgence une campagne de soutien matériel soit entamée (1).

économique, à l'encontre de 200.000 citoyens des montagnes.

Cet appel disait entre autres : « Nous vous demandons de mettre fin au massacre des nouveaux-nés, des femmes et des vieillards. Nous vous demandons d'intervenir auprès du Gouvernement de Masqet et de faire pression sur lui, afin de désamorcer le blocus économique mis en œuvre il y a plus de sept ans, à l'encontre de nos compatriotes, et pour que soit mis, aussi, un terme aux bombardements de leur habitation, de leur récolte, et de leur source de vie : leur bétail. »

« Face à cet état de faits, force nous est d'enregistrer avec amertume l'insuffisance extrême du soutien du mouvement de libération arabe et des pays socialistes eux-mêmes, quant aux moindres exigences de

« La révolution à Dhofar en particulier, et dans l'ensemble du Golfe Arabique en général, se confronte à un blocus sur les informations qui tend à l'asphyxier. Ce blocus englobe la totalité — ou presque — des moyens d'information arabes, publics et privés. Les forces réellement progressistes manquent à leur devoir en négligeant la dénonciation systématique des impérialistes et réactionnaires à Oman et au Golfe. Il faut que les forces révolutionnaires et progressistes organisent le soutien matériel et moral à la lutte de notre peuple dans cette région du monde.

« Briser ce blocus par une sérieuse campagne d'information constitue, sur ce point un soutien pratique d'extrême importance pour notre révolution.



« ... La révolution la plus défavorisée, sur une terre des plus riches et que soutient le régime le plus faible... »

solidarité à l'égard de la Révolution à Oman et au Golfe Arabique.

« La révolution la plus défavorisée, sur une terre des plus riches, et que soutient le régime le plus pauvre. » C'est en ces termes qu'un militant du Front Populaire de Libération a exprimé la réalité que vivent les révolutionnaires de ces pays.

« La "semaine du Golfe Arabique" est une occasion de renouvellement du soutien et d'appui moral et matériel à cette révolution. Mais c'est aussi une occasion pour décider de l'application de certaines tâches précises, tâches dont la réalisation est fort possible.

« Nos compatriotes, nos miliciens, nos combattants ont besoin de produits alimentaires, d'habits, de chaussures, de médicaments, etc... »

« Subvenir à ces besoins est une contribution directe pour sauver nos enfants de la faim et de la mort. Activer cet effort de soutien est aussi une tâche qui incombe à toutes les forces patriotiques et progressistes arabes et internationales qui disposent des moyens de pression sur un bon nombre d'organisations et d'institutions. Dans le cas du Liban, il s'agira de transformer le « Comité Libanais de Soutien à la Révolution au Yémen, à Oman et au Golfe Arabique » en une instance de solidarité effective dont les po-

tentialités matérielles et humaines nécessaires pour la continuité de son action incomberont aux partis et forces qui le constituent.

« A Oman et au Golfe Arabique, les forces de la Révolution comptent sur elles-mêmes en premier lieu — et sur le soutien populaire des masses — condition essentielle, certes, mais non suffisante pour la poursuite de la guerre populaire de libération jusqu'à la victoire finale sur l'ennemi de la Révolution qui mobilise contre nos forces vives toutes ses ressources pétrolières mondiales et son arsenal de guerre le plus perfectionné et le plus meurtrier. Doter la Révolution à Oman et au Golfe Arabique d'équipements nécessaires au développement de la lutte est une tâche urgente qui incombe, de même, aux forces de libération et du socialisme dans le monde, ainsi qu'aux régimes et aux organisations arabes qui disposent de telles possibilités.

Au moment où notre Révolution affronte toutes ces difficultés, il nous faut sonner l'alarme et nous interroger sur ce qui pourrait légitimer le fait que l'une des organisations principales de la Révolution arabe, se trouve négligée. Déjà l'amertume commence à marquer les appels du Comité Populaire de Libération d'Oman et du Golfe Arabique. Le dernier numéro de « La voix de la Révolution » note dans son éditorial : « Ce qui nous afflige le plus en tant que militants, c'est de constater que l'ennemi tend à isoler l'une de nos forces combattantes et à imposer à tous le silence et l'immobilisme, réduisant ainsi tout soutien extérieur à notre cause, à une simple approbation purement verbale, dans le meilleur des cas. Jusqu'à quand laisserons-nous l'une des organisations de la Révolution Arabe descendre toute seule dans l'arène, nous contentant d'applaudir ses victoires, nous endeuillant sur ses échecs. »

La Révolution palestinienne bénéficie, il est vrai, de différentes formes de soutien et de solidarité de la part du reste du mouvement de libération arabe. Que notre Révolution puisse jouir, sous la direction du F.P.L.O.G.A. d'un tel soutien moral et matériel, de la part de l'ensemble des forces de libération et du socialisme arabes et international, voilà ce à quoi nous aspirons, aujourd'hui plus que jamais.

Seule une telle contribution constituerait un pas gigantesque en avant.

Seule une telle contribution briserait l'encercllement et la conspiration impérialo-sioniste contre notre peuple. ■

(1) COMITE PALESTINE-YEMEN GOLFE ARABIQUE: Boite postale n° 20 - 75661 PARIS - Cedex 14 (C.C.P. 2131-50 Paris)

SOUFFLES

AU MARTYR DAHKOUN ET A SES CAMARADES

A votre lutte et à votre sincère dévouement pour la cause de notre peuple, l'ennemi a répondu en vous assassinant à l'aube du 1^{er} novembre 1973, alors que s'exprimaient la réprobation des masses et la protestation de l'opinion démocratique internationale, et ceci au moment où les peuples arabes engageaient une large lutte nationale contre la plus féroce agression impérialo-sioniste et réactionnaire de l'histoire moderne. La clique au pouvoir, en choisissant de porter son coup en ce moment précis, fait preuve à nouveau de sa détermination à abattre les valeureux militants de notre peuple. Cela est la preuve, s'il en fallait encore, de la démagogie du pouvoir qui prétend exprimer sa solidarité avec les peuples arabes et contribuer au combat qu'ils mènent. Votre sacrifice affirme au monde entier l'unité de combat entre notre peuple et tous les peuples combattants de la nation arabe. En effet, parmi vous se trouvent des militants qui ont combattu dans les rangs de la Révolution palestinienne.

Comarade Dahkoun,

Par ton courage devant le tribunal de l'ennemi, tu as démontré l'existence effective de l'emprise du sionisme et de l'impérialisme dans notre pays et ta détermination à lutter contre elle. Dans ces circonstances précises, la clique au pouvoir choisit de t'assassiner, comme le sionisme assassine le peuple palestinien et les peuples arabes, comme en Jordanie la réaction sauvage assassine les patriotes palestiniens et jordaniens, de même qu'au Golfe Arabique et dans d'autres régions du monde arabe.

Comarades martyrs,

Votre assassinat ne peut arrêter la marche qu'a entreprise notre peuple pour prendre son destin en main et qui a laissé sur son chemin d'autres martyrs au premier rang desquels vous vous trouvez aujourd'hui. Vous avez exprimé la volonté de notre peuple de relever l'insulte arrogante, qu'est l'existence même du pouvoir actuel, par la violence révolutionnaire même si la voie dans laquelle vous vous êtes engagés était sans issue.

Comarade Dahkoun,

Tu as lutté pendant plus de trois années dans la clandestinité au sein de notre peuple laborieux, dont tu partageais les qualités de simplicité et de modestie. Tu pratiquais cette forme juste de combat pour un militant révolutionnaire sous un régime d'oppression tel que celui qui pèse sur notre peuple. Tu vivais ainsi les dures conditions de la lutte révolutionnaire alors que dans le même temps les politiciens bourgeois n'attendaient que l'occasion propice à la compromission.

Le drapeau de la cause de la République démocratique pour laquelle vous avez lutté avec audace ne tombera pas après votre mort ; il sera levé bien haut par la volonté de notre peuple, par la lutte de ses forces révolutionnaires et par son avant-garde, le prolétariat armé de son idéologie révolutionnaire qui ouvre aujourd'hui, pour la première fois, la voie vers la victoire certaine de la cause de notre peuple.

Votre sacrifice pour la cause de notre peuple démontre à la clique des voleurs au pouvoir que la mort pour la cause populaire n'effraie pas les révolutionnaires, mais qu'elle est un sacrifice qu'ils accomplissent avec modestie contre l'ennemi.

Comarades martyrs,

Cette voie que vous avez ouverte, et l'exemple de votre sacrifice inspirent les révolutionnaires dévoués à la cause révolutionnaire. Ils seront ainsi armés de la ferme perspective révolutionnaire et de la confiance profonde dans les capacités créatrices et invincibles de notre peuple. Votre exécution n'est pas une intimidation pour notre peuple comme le veut le pouvoir des assassins.

Votre sacrifice est un encouragement à la dure lutte pour la République démocratique et populaire, République des ouvriers et des paysans et de toutes les couches nationales de notre peuple qui affirment de plus en plus leur volonté de balayer le pouvoir impérialo-compradore dans notre pays et sous le mot d'ordre que vous avez lancé lors de votre action courageuse en mars 1973 : la patrie ou la mort !

Comarades,

La cause du peuple est nécessairement victorieuse ; celle de la clique au pouvoir agent de l'impérialisme va sûrement et inévitablement à la défaite !

Gloire aux martyrs de la Révolution marocaine !

« SOUFFLES ».